





## INTRODUCTION

Plus d'un quart des pays dans le monde fait l'expérience de conflits armés. Ces zones d'instabilité sont des terrains propices à des mauvais éléments ou contraires à l'éthique et qui pourraient prendre racine et survivre aux dépens de la population- les plus vulnérables étant les enfants. Dans les conflits armés durant ces dernières années, les enfants sont de plus en plus victimes en tant que cibles mais aussi en tant qu'agents de violence. Le nombre d'enfants de moins de 18 ans qui sont recrutés ou forcés à porter les armes, comme les enfants soldats est estimé à 300 000 dans le monde entier et 25 000 dans la République démocratique du Congo (RDC) seul. La crise humanitaire dans la RDC a été décrite comme l'une des pires dans le monde entier- la faim, la malnutrition, les maladies et l'absence de scolarité - des millions de personnes ont péri à cause de la pauvreté accentuée par des conflits incessants. Cependant, les gens survivent et les enfants sont démobilisés officiellement ou de leur plein gré - cherchant une meilleure vie, une vie plus sûre et retournant au sein de leurs familles et de leurs communautés. Mais ce processus est difficile, de l'aide est nécessaire pour construire des programmes de transition ou 'remise à niveau' qui permettent aux enfants soldats et aux filles qui ont été victimes, de franchir les obstacles qui les empêchent de retourner à l'enfance, vers leurs maisons et leurs familles qu'ils ont laissées derrière.

Le premier but de l'Activité de l'éducation pour combattre l'abus du travail des enfants (ECACL) dirigée par « Creative Associates International, Inc » est d'appliquer des programmes de transition, "Construire des ponts", pour éduquer les enfants qui ont vécu des situations abusives de travail, comme les enfants soldats et les enfants (surtout les filles) qui ont été utilisés comme domestiques et comme esclaves sexuels par des groupes armés. Ce rapport est un résumé des résultats de données acquises en revoyant tous les documents disponibles et en faisant appel à une évaluation rapide qui a été menée dans la République démocratique du Congo en Septembre 2001 au nom de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international. L'USAID de RD Congon, reconnaissant l'urgence du problème des enfants soldats, a demandé à ECACL de: mener une évaluation rapide pour déterminer les besoins actuels en éducation, les conditions, les ressources, et les barrières auxquelles font face les enfants soldats et les enfants affectés par la guerre dans la République démocratique du Congo; et utiliser les résultats pour créer et mettre en place une ou plusieurs activités de projets pilotes par l'intermédiaire d'un sous-ordre de travail de ECACL. Cette évaluation rapide des enfants soldats démobilisés et des enfants affectés par la guerre, y compris les filles qui ont été victimes, a été réalisée dans le but de comprendre comment les services d'éducation officiels et non-officiels peuvent faciliter leur réinsertion dans la société civile. Cette évaluation a été menée dans l'ouest du pays qui est sous le contrôle du gouvernement (Kinshasa) et dans l'est qui est sous le contrôle des rebelles (Goma et Bukavu).

Les points de vue exprimés dans ce document sont ceux de l'équipe de ECACL: Dr. Art Hansen, Francine Ahouanmenou-Agueh, et Andre Lokisso Lu'Epout et l'équipe BEPS ECACL basée à Washington DC.

L. Diane Mull, Coordinatrice  
L'Activité de l'éducation pour combattre l'abus du travail des enfants  
Creative Associates International, Inc.

## REMERCIEMENTS

L'équipe d'évaluation rapide de ECACL voudrait remercier tout ce qui nous ont aidé pendant le processus d'évaluation rapide en RD Congo. Surtout, nous aimerions reconnaître l'aide et l'assistance des groupes et des personnes suivants:

### **Agence des Etats-Unis pour le développement international**

Mission de RDC: Martin Schulman, Maguy Lutete, Jay Nash

OFDA, Goma: Kate Farnsworth

Washington, DC: Carolyn Mutamba, Jim Hoxeng, Anne Dykstra

### **Président de la RCD**

Dr. Onusumba Yemba Adolphe

### **Minsitre des Droits de l'Homme**

Pr. Ntumba Luaba Lumu

### **Organisations non-gouvernementale RDC**

Bureau international catholique de l'Enfance (BICE)

Conseil régional des ONG de développement (CRONGD)

Tous les membres de l'administration et le personnel de tous les autres ONG nationales et locales

### **ONG Internationales**

Fondation au secours de l'enfant- UK Directeur et personnel, surtout Mr. Balma Yahava, et Mme. Malia Robison

Ms. Carole Baudouin, UNICEF

OXFAM- Grande Bretagne

### **Clark University, Atlanta**

Melissa Haydel, Paedia Mixon, Senait Tedlo, Arazie Slayton, Malaika Cheny-Coker, Kashawndros Jackson, Emebet Mesfin, Mukhtar Ismail, Ibrahim Farah, Kenia Guimaraes, Christopher Perry, et Lewis Anderson.

### **Creative Associates International**

Charito Kruvant, Pablo Maldonado, Janet Robb, Don Graybill, Marylee Rambaud, Denise Dauphinais, Bill Harwood, Margarita Lobo, Ana Santos, et Ozong Agborsangaya (ancien personnel)







## ACRONYMES

<b>AFDL</b>	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo
<b>BEPS</b>	Activité d'éducation de base et de soutien politique
<b>BICE</b>	Bureau international catholique de l'enfance
<b>BUNADER</b>	Bureau national pour la démobilisation et la réintégration
<b>CAII</b>	Creative Associates International, Inc.
<b>CAJED</b>	Conseil d'action pour les jeunes et les enfants discriminés
<b>CBO</b>	Organisation basée sur la communauté
<b>CEDC</b>	Enfants dans des circonstances spécialement difficiles.
<b>CRC</b>	Convention sur les droits de l'enfant
<b>CRONGD</b>	Les ONG de réseau régional du développement
<b>CTO</b>	Centre de transition et de réorientation
<b>DIVAS</b>	Division des affaires sociales
<b>RDC</b>	République démocratique du Congo
<b>ECACL</b>	Éducation pour combattre l'abus du travail des enfants
<b>GADERES</b>	Groupe d'action pour les enfants-soldats
<b>GDP</b>	Produit national brut (P.N.B)
<b>ICRC</b>	Comité international de la Croix Rouge (CICR)
<b>ILO</b>	Organisation internationale du travail
<b>IR</b>	Résultat intermédiaire
<b>IRC</b>	Comité international du secours
<b>MONUC</b>	Forces de maintien de la paix des Nations-Unies dans la République démocratique du Congo
<b>ONG</b>	Organisation non-gouvernementale
<b>OCHA</b>	Bureau de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaire
<b>OFDA</b>	Bureau d'assistance aux désastres étrangers
<b>PAERNA</b>	Projets de Coopération pour aider les pays en voie de développement (ONG Suisse)
<b>PVO</b>	Organisation privée de volontaires
<b>RCD</b>	Rassemblement congolaise pour la démocratie
<b>REPAD</b>	Réseau pour les enfants en détresse dans les régions rurales du sud Kivu
<b>RFDP</b>	Réseau de femmes pour la défense des droits de l'homme et pour la paix
<b>ROADE</b>	Réseau de ONG pour la défense du droit de l'enfant dans le nord Kivu
<b>SCF</b>	Fondation au secours de l'enfant, Royaume-Uni
<b>SO</b>	Objectif stratégique
<b>TOT</b>	Formation de formateurs
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>UNHCR</b>	Haute Commission pour réfugiés de L'ONU
<b>UNICEF</b>	Fond pour les Enfants de l'ONU
<b>USAID</b>	Agence des Etats-Unis pour le développement international

## SOMMAIRE

En réponse à la demande par la mission de USAID dans la République démocratique du Congo (RDC), L'Éducation pour combattre l'abus du travail des enfants (ECACL) Activity of Creative Associates International (CAII) ont envoyé une équipe de consultants sur le terrain pour évaluer les stratégies de réponse éducationnelle pour les enfants soldats et les autres enfants affectés par la guerre dans la République démocratique du Congo. L'équipe a visité trois régions du pays, une dans la région ouest contrôlé par le gouvernement (Kinshasa, province de Gombe) et deux autres dans la partie est contrôlée par les rebelles (Bukavu, sud Province, et Goma, province du nord Kivu). Le but de l'évaluation était de déterminer les besoins actuels éducationnels, les conditions, les ressources et les barrières auxquelles font face les enfants soldats démobilisés et des autres enfants affectés par la guerre, et de désigner une ou plusieurs activités de projet pilote qui pourrait être mis en place sous l'ordre de tâche BEPS/ECACL.

### *L'Historique*

La République démocratique du Congo est dans un état de guerre civile prolongé suite à l'expulsion du dictateur Mobutu Sese Seko en 1997, qui était au pouvoir depuis longtemps. Le combat s'est intensifié en 1998 quand le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) a pris le contrôle dans la plupart des régions de l'est du pays en réponse à la pris du pouvoir par Laurent Kabila en 1996. Les guerres qui ont suivi ont eu des conséquences humanitaires désastreuses, causant la mort de plus de 2,5 millions de personnes surtout des civils qui ont péri de maladies et de malnutrition.

### *Système d'éducation*

Le système d'éducation dans la République démocratique du Congo n'est plus sous le contrôle de l'état et il est dans des conditions déplorables, surtout dans les régions rurales de l'est du pays. Le taux d'inscription dans les écoles primaires a considérablement baissé, il est passé de 94,1% en 1978 à 72,2% en 1995, surtout à cause du manque d'infrastructure comme la rareté des livres, de matériels pour enseigner et de fournitures scolaires. De plus, le pourcentage des dépenses gouvernementales pour l'éducation a baissé de 26,4% en 1972 à moins de 1% aujourd'hui.

Le Ministère d'éducation nationale administre les écoles primaires et secondaires, mais aussi les écoles secondaires d'enseignement technique et professionnel. La Division des affaires sociales (DIVAS) dirige l'éducation non-officielle, comme les cours de transition (remise à niveau) que proposent le Centre de transition ou les programmes de réinsertion. L'école n'est ni obligatoire ni gratuite et la plupart des écoles exige des frais de scolarité qui correspond souvent à la moyenne du revenu par habitant.

### *Soutien national et international pour les enfants soldats*

La communauté internationale a promu les droits des enfants soldats depuis la ratification universelle de la Convention sur les droits de l'enfant (1990). Ceci a mené à d'autres conventions et protocoles qui protègent les droits de l'enfant soldat, y compris la Convention 182 de l'Organisation internationale du travail (ILO) sur l'élimination des pires formes de travail de l'enfant (1998) et la Charte africaine relative aux droits et à la protection de l'enfant (1999). Ces conventions internationales défendent l'usage des enfants dans les conflits armés et soutiennent

le rôle des programmes d'éducation pour améliorer leur vie. Les efforts du gouvernement pour travailler sous les provisions des conventions ont mené aux projets pour les enfants soldats dirigés par les agences de l'ONU, les ONG internationales et nationales. Ces projets seront financés par la communauté internationale.

Le gouvernement national de la RDC (dans l'ouest du pays) a soutenu la démobilisation des enfants soldats grâce au Décret 66 qui assure la démobilisation des groupes vulnérables comme les enfants, les personnes âgées, et les invalides. Le RCD (dans la région est qui est contrôlé par les rebelles) a fondé la Commission inter-départementale pour les processus de désarmement, de démobilisation, et de réinsertion sociale et soutien ceci par l'intermédiaire des dépositions des autorités politiques soutenant la démobilisation des enfants soldats. Il n'y a pas eu d'annonces ou activités similaires par d'autres forces armées dans l'est au moment de l'évaluation.

### ***La Situation des enfants affectés par la guerre***

L'usage des enfants soldats est devenu une partie intégrale de la guerre dans la RDC. Ils sont recrutés parce qu'ils sont pas cher, créent des allégeances fortes avec l'armées et les milices, et peuvent être plus facilement convaincu de participer dans des actes de violences. Les enfants ont servi comme soldats depuis les années 60, mais les guerres de 1996 et 1998 ont accentué le nombre de recrutements des enfants soldats. Ils ont été recrutés par d'autres pays aussi, comme l'Angola, le Burundi, le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda et ces enfants combattent cote à cote avec les adultes.

#### *Le nombre d'enfants soldats estimés*

La situation des enfants soldats est très difficile à mesurer, mais l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations estiment le nombre total d'être plus de 10 000. Ceci est compliqué par la définition des enfants soldats. Par exemple, est-ce que les enfants en uniforme qui travaillent dans les camps militaires faisant des tâches inférieurs comme chercher de l'eau, sont des enfants soldats? La manque d'une définition précise peut expliquer les différentes estimations. L'équipe a rencontré 11 populations d'enfants soldats dans les trois régions d'études, et donne un total de 25 000 dans seulement les trois régions concernées. La définition précise du rôle que les enfants servent n'est pas importante puisque qu'ils devront tous rentrer chez eux après la démobilisation et feront face à l'incertitude concernant leur vie précédente.

#### *La Situation des Enfants Soldats*

Les expériences sociales et psychologiques des enfants soldats sont diverses et varient d'un cas à l'autre. Une enquête menée par une ONG locale, le Bureau international catholique de l'enfance (BICE) a trouvé que les enfants dans les forces gouvernementales à l'ouest du pays sont plus alphabétisés, avec plus d'éducation secondaire et viennent de familles plus aisées que la population de l'est. L'enquête menée dans l'est, montre que le RCD et d'autres forces comptent plus sur le recrutement des groupes vulnérables comme les enfants des rues, les orphelins, les réfugiés, les enfants déplacés, et les enfants qui travaillent dans des conditions de travail forcées. C'était évident que les résultats de l'enquête de l'ouest étaient mieux documentés, pendant que ceux de l'est étaient moins basés sur les méthodes professionnelles de recherche de statistiques.



## **Les Besoins des Enfants Soldats**

La démobilisation et la réinsertion ne consistent pas simplement « à rentrer à la maison ». Les enfants doivent laisser eux le prestige, le mode de vie, et la sécurité de porter un fusil et doivent remplacer l'image de « soi-même » par un processus incertain de développement personnel et de compétence technique. Selon les circonstances et la disponibilité des opportunités dans la communauté, cette étape peut être un moment d'agitation personnelle et de croissance personnelle. Ceci montre que les programmes ont besoin de faciliter la transition à la vie civile et de développer des nouvelles opportunités pour les enfants. Les aspects suivants sont les plus importants dans ce processus de réinsertion:

### *Résolution de conflit et la réconciliation*

La protection des enfants soldats démobilisés nécessitent la réconciliation avec les groupes victimes pour assurer que l'animosité ne se manifeste pas ultérieurement dans d'autres actes de violence. La communauté doit donc être consciente de ce qu'elle peut faire pour faciliter la socialisation et le processus de réinsertion. En même temps, les ex-soldats doivent apprendre à s'exprimer et satisfaire leurs besoins sans recours à la violence. Les enfants et les autres membres de la communauté doivent aussi être conscients des dangers que peuvent poser certains soldats démobilisés et ce qu'ils peuvent faire pour les atténuer ou les éviter.

### *La protection de l'enfant*

Il y a toujours un risque que les enfants soldats soient de nouveau mobilisés et éventuellement victimes donc il est nécessaire de contrôler leurs conditions et celles des autres CEDC. Les enfants soldats peuvent facilement rentrer chez eux et regagner par la suite les rangs de l'armée, ou se retrouver dans les situations dangereuses de travail d'enfant (comme l'exploitation des mines). Les filles victimes peuvent devenir des cibles faciles et être exposées à d'autres dangers comme la prostitution, la servitude forcée ou le trafic de la prostitution. C'est au niveau de la communauté qu'on pourra contrôler efficacement la situation de ces enfants qui sont retournés chez eux.

### *L'assistance psychosociale*

Les problèmes psychosociaux et sociaux qui résultent des expériences traumatisantes de la guerre varient d'un cas à l'autre. La plupart des enfants soldats démobilisés peuvent se réinsérer et continuer leur vie en tant que civil, pendant que d'autres ont besoin de conseils et d'assistance. Ignorer l'impact de telles expériences peut entraîner chez l'enfant des comportements violents, des dépressions ou d'autres comportements destructifs qui peuvent se manifester plus tard. L'assistance et d'autres efforts sont nécessaires pour répondre aux besoins de l'enfant. Les programmes devraient inclure un mécanisme d'évaluation qui peut évaluer les besoins psychologiques et sociaux de chaque enfant.

### *Formation pour l'acquisition du « savoir faire »*

Les enfants ont besoin d'entendre des messages urgents concernant la santé, la prévention, comme celle du Sida, l'environnement et les mines. Les enseignants et les travailleurs de la communauté doivent être formés pour diffuser ces messages, et assurer qu'ils soient d'actualité. Les sujets d'école doivent aussi inclure des messages de paix et de tolérance qui seraient offerts



## ***Les programmes de réinsertion de l'enfants soldat dans la RDC***

La Fondation au secours de l'enfant - Royaume Uni a plusieurs projets pour les enfants soldats à Kinshasa, Bukavu, Goma et la province orientale dans le nord. Leurs expériences offrent des leçons importantes sur les méthodologies de programme qui marchent pour les enfants soldats. Ils ont créé un Centre de transition et d'orientation (CTO) dans les endroits concernés qui travaille pour réinsérer les enfants seuls dans leurs communautés avec leurs familles d'origine tout en fournissant les besoins éducationnels, techniques et sociaux.

### *La société civile*

L'équipe a trouvé une société civile dynamique et active dans la RDC, surtout dans la ville de Bukavu. Les ONG nationales et les Organisations basées sur la communauté (CBO)<sup>2</sup> sont impliquées à répondre à une diversité de problèmes sociaux, comme l'éducation, la santé, les droits de l'homme, le développement de la communauté et la démobilisation et réinsertion des enfants soldats. L'équipe a rencontré beaucoup d'ONG pendant l'évaluation et les ont trouvées enthousiastes à l'idée de réaliser des projets avec l'ECACL.

### *Programme du bien-être social du SCF, protection et inclusion, à Kinshasa*

Dans un quartier pauvre de Kinshasa, le SCF dirige le programme financé par l'USAID appelé programme du bien-être social, protection et inclusion qui cible les enfants soldats démobilisés, les ex-prostituées, les enfants des rues, et les enfants accusés d'être des sorciers. Le programme offre la protection aux enfants et leur fournit l'éducation, des soins médicaux et des activités qui génèrent des revenus. En plus, le programme offre des bourses aux enfants pour qu'ils puissent aller à l'école. Les soldats démobilisés qui vivent avec leurs familles participent dans les projets de génération de revenus pour aider financièrement leurs familles, comme l'élevage des lapins et la culture des légumes.

### *Programme du SCF sur la réinsertion des enfants seuls à Bukavu*

Le programme du SCF pour la réinsertion à Bukavu est un exemple intéressant qui montre comment établir et diriger un programme de démobilisation et de réinsertion pour les enfants soldats. Les enfants sont logés dans un CTO qui apporte son support aux enfants seuls et aux enfants soldats, en leur offrant une maison temporaire avant qu'ils ne regagnent leurs familles. Dans le centre, le personnel travaille pour localiser les familles, offre une formation technique, une assistance sociale et organise le retour chez eux. Le projet s'est développé à partir d'une initiative en 1994 de localiser les enfants déplacés, la plupart des réfugiés du Rwanda. Depuis août 1999, le centre de transition a reçu 463 enfants venant de différents groupes armés. De plus 700 enfants ne sont pas passés par le centre et sont rentrés directement chez eux. Ceci soutient l'observation générale que les enfants préfèrent rentrer directement chez eux parce qu'ils se sentent moins menacés.

---

<sup>2</sup> C'est important de faire une distinction entre les CBO qui travaillent au niveau local et les ONG qui travaillent au niveau régional ou national. Les CBO offrent des services pendant que les ONG offrent de l'assistance technique et le développement de capacité.

Le centre préconise auprès des commandants militaires locaux la démobilisation des enfants armés. La localisation des familles a été facile car la plupart des enfants avaient gardé le contact avec leurs familles, ainsi le programme a trouvé plus de 98% des familles des enfants. Le projet travaille avec les familles et les communautés dès que les enfants ont regagné leur foyer, ainsi la réinsertion se fait plus efficacement et de plus les enfants sont protégés d'une nouvelle mobilisation dans les forces armées.

Le programme a dû surmonter précédemment des problèmes. Les enfants s'enfuyaient du centre au cours des premiers mois parce qu'ils étaient mal informés des services disponibles dans le centre. Ils pensaient qu'ils allaient recevoir de nombreux bénéfices et des formations diverses et ont été déçus quand ils ont vu les services réellement offerts. En plus, pendant les premières semaines dans l'établissement, la communauté locale a attaqué le centre, jetant des pierres et blessant quelques enfants et le personnel. Le problème était dû en partie à la jalousie, la peur et la confusion sur la fonction du centre. Certains pensaient qu'il s'agissait d'un camp d'entraînement, d'autres pensaient que leurs propres enfants devaient avoir droits aux mêmes services. Le programme a travaillé pour surmonter ces attitudes négatives en instituant des activités d'informations et en ouvrant les portes du centre aux membres de la communauté et à leurs enfants.

#### *Programmes pour les filles victimes*

L'équipe d'évaluation n'a pas trouvé de programme spécifique aux besoins des filles victimes dans les trois régions étudiées. Ce fait reflète le statut inférieur de la femme au sein de la société. Les filles participaient aux autres programmes pour les enfants désavantagés et les enfants de la rue. Là, on leur apportait une formation technique sur la couture, la cuisine, la broderie et d'autres domaines. Cependant, dans ces centres aucun service d'assistance psychosociale ni de formation sur les métiers non traditionnels n'était disponible aux filles victimes. Il est clair qu'il faut apporter de l'aide dans ce domaine.

L'équipe a trouvé que les ONG les plus aptes à reconnaître et à servir les besoins des filles victimes sont les organisations impliquées dans les droits de la femme, la protection des victimes qui ont été abusées et la santé. Parmi ces organisations un certain nombre dirige déjà des activités pour éveiller les consciences, comme la campagne d'informations sur les problèmes de viols et de Sida. Le Centre Mater Misericordiae à Bukavu est un exemple d'une organisation qui apporte le soutien médical aux filles et femmes victimes.

A Bukavu, le Comité international de secours (IRC), qui travaille principalement dans les domaines de la santé et de l'hygiène a montré à l'équipe un projet pour la réinsertion des filles et des femmes victimes (sous la rubrique des victimes de la torture et la violence vis à vis des filles). Le projet a été désigné pour renforcer les réseaux déjà existants des ONG locales travaillant déjà dans la santé et les droits de l'homme, en améliorant leurs capacités à délivrer des soins médicaux, en améliorant l'assistance psychosociale et leur infrastructure. Les ONG locales concernées pouvaient demander une assistance financière et une formation par l'intermédiaire de subventions qui couvraient le tout.

Il est clair que ce groupe a besoin de toute l'assistance nécessaire. Un incident dans le nord Kivu concernait quatre filles trouvées sur le bord de la route et amenées dans un hôpital local par une ONG locale, *Le Réseau des ONG pour la défense des droits de l'enfant dans le nord Kivu (ROADE)*. Les filles souffraient de blessures – l'une avec des lacérations graves sur la tête, les bras et une jambe. A cause des ressources limitées l'ONG a été forcé de ramener les filles dans la campagne après un bref séjour à la clinique où elles ont reçu un minimum de soins médicaux.

### **Sommaire des résultats**

<b>Systèmes d'éducation officiel et non-officiel</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Programmes de transition sont les outils fondamentaux pour la démobilisation et la réinsertion</li> <li>2. L'agriculture et l'élevage devraient être les points principaux de formation dans les régions de l'est</li> </ol>
<b>Démobilisation et réinsertion</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>3. Les régions de l'est ont besoin de meilleurs travaux de recherche pour savoir où sont localisés les enfants soldats, pour connaître le profil sociologique de leurs caractéristiques et les possibilités économiques qui existent dans leurs communautés affectés par la guerre afin de mieux les aider avec un programme approprié.</li> <li>4. Une démobilisation partielle est possible au niveau local avec les autorités locales même en l'absence d'une paix complète.</li> <li>5. Le dialogue avec les militaires est important pour soutenir le processus et orienter les enfants avant leur démobilisation.</li> <li>6. La plupart des enfants soldats parviendront à assumer eux-mêmes les processus de démobilisation et de réinsertion.</li> <li>7. Le recrutement actif par les forces armées frustre le processus de démobilisation.</li> <li>8. Les centres de transition et de réorientation sont nécessaires pour loger et orienter les enfants, surtout ceux qui sont abandonnés ou les orphelins.</li> </ol>
<b>Programmes basés sur la communauté</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>9. Il y a, en RDC, des organisations actives et dynamiques au sein de la communauté civile qui fonctionnent bien, ce sont les CBO, les ONG et les réseaux d'ONG.</li> <li>10. Les programmes de réinsertion doivent être basés au niveau de la communauté.</li> <li>11. Les programmes de prise de conscience et d'information publique sont importants pour informer la communauté et promouvoir les droits de l'homme et la réconciliation.</li> <li>12. Il est important de considérer les besoins et les capacités des familles et des communautés dans lesquelles les enfants soldats démobilisés vont retourner.</li> <li>13. Les projets d'aide qui se développent par eux-mêmes peuvent unir les communautés et encourager le support aux enfants démobilisés qui retournent chez eux.</li> </ol>











*Démocratie, information légale, et les droits de l'homme:* La réinsertion des enfants soldats démobilisés et les enfants affectés par la guerre aura directement un impact IR #6 sur la démocratie et l'information légale en augmentant l'alphabétisation des enfants et des jeunes, nouveaux leaders de la RDC; en les aidant à comprendre leurs droits humains; et en améliorant la possibilité pour la démocratie et pour un gouvernement de paix.

*L'environnement:* Le programme peut travailler avec le cadre de IR #10 (accès à l'éducation et l'information environnementales) et le IR #11 (renforcer les ONG environnementales). Le programme ECACL pourrait renforcer la protection et la conservation de l'environnement par l'intermédiaire d'un programme de commercialisation sociale et de mobilisation de la communauté.

*Crédit rural:* IR #12 (coopératives rurales des crédits qui ont accès aux institutions financières viables dans les régions ciblées) a des implication directes pour la formation sur l'acquisition des compétences et fournit une possibilité de travail sur le développement des programmes d'apprentissage, des projections de travail et un développement. Les apprentissages sont surtout appropriés pour les jeunes comme les anciens enfants soldats et les enfants affectés par la guerre. En combinant l'éducation de base et la formation non-officielle sur l'acquisition des compétences, les anciens enfants soldats peuvent être préparés pour retourner dans les régions rurales et à apprendre comment avoir accès au crédit. L'approche ECACL va donc contribuer à l'éducation de base et éviter le piège de la migration urbaine.











République démocratique du Congo en 1963. Mobutu Sese Seko a saisi le pouvoir en 1965 et a renommé le pays Zaïre (ainsi que la monnaie nationale et la rivière principale). Il est resté dictateur jusqu'à son évincement en 1997. L'héritage du régime Mobutu est infâme, et le pays a souffert pendant des décennies d'une mauvaise administration et de corruption.

Après que le gouvernement ait menacé d'expulser les Tutsis Zairois (Banyamulenge) en 1996, le parti anti-Mobutu de Laurent Kabila a fusionné avec les Banyamulenges pour former l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL). C'était pendant "la Guerre de Libération" de AFDL que la première importante mobilisation des enfants soldats a pris place. Le président Mobutu s'est enfui de Kinshasa en mai 1997, et Kabila a pris le pouvoir. A ce moment là, le pays est redevenu la République démocratique du Congo, et la monnaie nationale fut nommée le franc congolais.

Une rébellion par le groupe ethnique des Tutsis et des éléments de l'armée de l'ex-Mobutu a commencé à prendre forme en août 1998 ce qui a entraîné la deuxième principale mobilisation des enfants soldats. Avec le soutien du Rwanda et de l'Ouganda, les rebelles ont pris le contrôle de la plupart des régions de l'est avec d'autres groupes rebelles s'emparant du nord. Les rebelles ont presque pris Kinshasa, mais ont été arrêtés par des groupes armés soutenus par l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie. Selon les estimations environ 2,5 millions de personnes ont péri pendant la guerre, la plupart des civils morts de faim et de maladies.

Des discussion ont mené aux Accords de paix de Lusaka en juillet 1999, signés entre le gouvernement de la RDC et les pays voisins impliqués dans le conflit. En août 1999, les mouvements principaux rebelles (RCD- Goma, RCD-Dunia, et MLC) ont aussi signé les Accords de paix. Les armées suivantes, se battant dans l'est, ont accepté le traité de paix mais ne l'ont pas encore honoré :

Mayi Mayi Padiri	Interhamwe	Ex-FAZ
Mayi Mayi Mudundo	Ex-FAR	Ex-DSP
Mayi Mayi Dunia	RPA	Armée du Burundi
Militia de Defense Locale (RDC)	Ex-FAC	FDD/FNL
Banyamulenge	Mongol	

Après le traité de paix, une conférence préparatoire de paix s'est ouverte à Gaborone au Botswana, sponsorisée par l'ancien président du Botswana, Katumire Masire. La conférence a réuni des représentants du gouvernement, des mouvements rebelles, des partis politiques non-armés et des membres de la société civile. Cette conférence fut organisée afin de mettre d'accord tous les participants sur la date, la location, l'agenda et sur la régulation interne du dialogue inter-congolais prévu pour le 15 octobre, 2001 à Addis Ababa en Ethiopie.

La conférence du Dialogue inter-congolais à Addis Ababa a été reportée à cause de problèmes logiciels. Les points de discussion étaient: formation d'une commission électorale, démobilisation des enfants soldats et reconstruction nationale. La conférence devait réunir 330 délégués du gouvernement, des factions rebelles, des groupes d'opposition non-armés et des membres de la société civile. Elle devait durer 6 semaines. Cependant, l'organisateur a été

obligé de réduire le nombre de participants à 80 délégués. Ces derniers ont été mécontents et ont pensé que plus d'argent était nécessaire pour assurer la participation de tous les délégués importants. La décision a été prise de reporter les pourparlers. L'Afrique du Sud, qui a souvent offert ses services et même de prendre en charge la moitié des frais a proposé de reprendre le dialogue en novembre 2001. Au moment où ce rapport a été rédigé il était difficile de voir dans quelle direction les Accords de Lusaka allaient se diriger, plus de temps est nécessaire pour le savoir. (*Addis Tribune*, 19 octobre 2001).

### **Economie**

L'économie du pays est désastreuse. Ceci est dû à presque 40 ans de corruption et de mauvaise gestion aux plus hauts niveaux. Le produit national brut par habitant (P.N.B) dans les années 1980 était le tiers de celui des années 1962 et était encore en chute au cours des années 90. Le marché du travail a été interrompu par des problèmes macro économiques. L'activité économique est très difficile à mesurer étant donné la croissance importante dans le secteur non officiel. A la fin des années 90, la croissance économique et la stabilisation ont commencé. La spirale de l'hyperinflation et de la dépréciation de la monnaie a ralenti et l'inflation a baissé de 65.9% en 1996 à 15.3% en 1998. Cependant, la RDC continue à avoir un (P.N.B) négatif et souffre de graves contraintes économiques diverses.

**TABLEAU 1: Indicateurs Economiques (1997)**

Revenu Domestique Brut (GDP)	6,1 milliards de dollars
(Taux annuel de croissance du PNB)	-5.7%
PNB par habitant	350 dollars
Ressource Naturelles	Cuivre, cobalt, diamants, ou autres minéraux; pétrole, bois, potentiel hydroélectrique
Agriculture	<i>Cultures commerciales</i> ): Café, caoutchouc, l'huile de palme, quinquina, cacao, sucre <i>Cultures alimentaires</i> : manioc, maïs, légumes, plantain, cacahuètes <i>Utilisation des terres</i> : Agriculture 3%, pâturage 7%, forêt/région boisée 77%, autre 13%
Industrie	<i>Types</i> : minéraux traités et non-traités, produits de consommation, y compris textiles, plastiques, chaussures, cigarettes, produits métalliques, aliments et boissons traités, ciment, bois

Commerce:	1 396 milliards de dollars <i>Produits:</i> diamants, cobalt, cuivre, café, pétrole <i>Partenaires:</i> Belgique, France, Allemagne, Italie, Japon, Afrique du Sud, Royaume-Uni, Etats-Unis
<i>Exportations</i>	
<i>Importations</i>	1 022 milliards de dollars <i>Produits:</i> produits de consommation (alimentation, textiles), produits de pétrole raffiné <i>Partenaires:</i> Belgique, Chine, France, Allemagne, Italie, Afrique du Sud, Royaume-Uni, Etats-Unis
Total des Dettes Externes	14 384 milliards de dollars

Source: Département d'Etat des Etats-Unis, Note d'Arrière-Plan: République démocratique du Congo, Janvier 2000

La RDC est riche en ressources naturelles, comme la forêt tropicale qui est la deuxième plus grande dans le monde, des terres fertiles, des précipitations abondantes, et d'importantes richesses minières. La faune et la flore du pays sont très diversifiées avec de nombreuses espèces rares. La Rivière Congo, ses affluents et les nombreux lacs offrent un potentiel de transport énorme. Historiquement, le pétrole et l'exploitation du cuivre, du cobalt, des diamants, du zinc, et d'autres métaux précieux représentent 75% du total du revenu de l'exportation soit 25% du PNB du pays. En plus, la RDC est devenue un producteur important de coltan, une matière première utilisée dans la fabrication de matériel électronique, comme les téléphones portables et les ordinateurs.

### **Société**

En RDC il y a une croyance populaire qui dit que le pays a vécu en harmonie jusqu'à la période de colonisation européenne et jusqu'à l'introduction d'un système politique et économique moderne. Le système moderne est en opposition avec les valeurs traditionnelles de la société. Alors que l'individualisme, le consumérisme, la valeur du temps, le développement et l'organisation des structures et la planification économique ont tous aidé le développement socio-économique, ils sont considérés comme alimentant la pauvreté au niveau de base et les conflits sociaux au niveau national. La disparité socio-économique est reflétée par la minorité qui détient les trois quarts de la richesse et la capacité productive du pays, pendant que la vaste majorité de la population vit dans une pauvreté absolue.

Les guerres en RDC ont réduit d'une façon significative le potentiel du pays. Le désastre économique résultant des années de corruption et d'une guerre chronique a augmenté le chômage et a réduit le pouvoir d'achat. La plupart des gens vivent dans des conditions sanitaires déplorables, et le système d'éducation officiel s'est écroulé. Des populations entières sont appauvries ce qui a affaibli l'unité familiale. Ces disparités dans la richesse ont aussi alimenté des sentiments de haine, de révolte, et de vengeance parmi certains groupes, ce qui a entraîné des pillages constants, du vandalisme, de la violence et des combats armés.

**Régions rurales:** Les 70 pour cent de la population qui vivent dans les régions rurales ont été plus aptes à protéger les valeurs traditionnelles. La famille étendue continue d'être l'unité sociale primaire répondant aux besoins sociaux et économiques, au niveau de la communauté et



financier et technique. Le pourcentage des dépenses gouvernementales pour l'éducation a baissé de 26,4% en 1972 à 6,1% en 1987 et à moins de 1% aujourd'hui. Si ces tendances actuelles continuent, il paraît douteux que le gouvernement puisse atteindre son but d'éducation primaire universelle en l'an 2010.

Les filles ont largement été exclues du système d'éducation en RDC. Le taux net de scolarisation pour les filles est tombé de 39% (49% pour les garçons) en 1987 à 19% en 1994 (26% pour garçons). En 1997-1998, le pourcentage était seulement de 51% (70% pour garçons). Les disparités de sexe sont encore plus grandes dans les régions rurales- comme par exemple dans les provinces du nord Kivu et sud Kivu- avec des taux d'inscription pour les filles inférieurs à 40%, nettement moins que la moyenne nationale de 51,5%.

**TABLEAU 2: Taux d'inscriptions par province et par sexe (%)**

Province	1990-91		1993-94		1997-98		1997-98 rapport: filles garçons
	Filles et Garçons	Filles	Filles et Garçons	Filles	Filles et Garçons	Filles	
Kinshasa	73.1	71.6	66.6	63.1	58.0	58.0	1
Bas-congo	94.3	83.1	89.5	79.1	75.6	68.5	0.83
Bandundu	75.4	65.6	80.5	70.2	79.8	68.5	0.75
Equateur	76.1	59.2	75.1	58.7	65.2	60.5	0.86
Province-orient	71.1	54.5	69.9	60.2	61.5	51.5	0.72
Maniema	68.1	57.8	97.5	81.2	64.5	53.8	0.71
Nord Kivu	55.2	46.1	48.1	35.3	43.0	31.5	0.58
Sud Kivu	64.7	52.5	60.5	48.6	51.4	40.3	0.64
Katanga	79.1	64.9	69.6	58.9	50.3	42.5	0.73
Kasai-orient	64.0	53.2	69.9	59.8	66.4	55.9	0.73
Kasai-occid.	78.2	65.8	71.8	60.0	55.4	43.9	0.66
R.D.C.	72.3	61.4	70.9	60.2	60.7	51.4	0.73

Le statut de l'éducation des enfants soldats est illustré dans le langage qu'ils utilisent. Leur capacité en français régresse d'une façon significative quand ils sont dans l'armée, même chez ceux qui ont suivi une éducation secondaire. Les entretiens avec les enfants soldats à Kinshasa ont été en Lingala, et ceux dans le nord Kivu et le sud Kivu ont été en Swahili. Le manque d'aptitude dans la langue française est directement lié au manque d'éducation officielle disponible dans le pays.

### **Le Ministre d'éducation nationale**

Le Ministère d'éducation nationale administre les écoles primaires et secondaires, mais aussi les écoles secondaires d'enseignement technique et professionnel ou les *Centres de spécialisation professionnelle*. L'infrastructure, c'est à dire, les bâtiments, les meubles, l'équipement de la plupart des écoles publiques primaires et secondaires doivent être rénovés. Les écoles dirigées par les églises ont plus de ressources mais sont surpeuplées dans la plupart des villes. Beaucoup d'enfants soldats et d'enfants seuls viennent des régions rurales où les services et l'infrastructure sont encore pires.

Les écoles secondaires techniques et professionnelles fournissent un cadre potentiel pour la formation professionnelle des anciens enfants soldats. Cependant, toutes ces écoles devraient être réhabilitées, cela implique acheter des équipements nouveaux (ce qui est normalement cher), améliorer le programme scolaire, former les enseignants et fournir du matériel d'instruction.

L'UNICEF fournit le matériel pédagogique et assure la formation des enseignants dans certaines écoles (environ 20 écoles par province). Ceci n'est que le début, puisque des centaines d'écoles doivent être réhabilitées. Cependant, l'impact de l'assistance de l'UNICEF est visible. Beaucoup de parents envoient leurs enfants dans les écoles assistées par l'UNICEF. En conséquence, le nombre d'élèves dans les écoles de l'UNICEF a plus que doublé ce qui a un effet néfaste sur la qualité de l'enseignement à moins que les programmes ne soient adaptés au nombre croissant d'élèves.

### **La Division des affaires sociales**

La Division des affaires sociales (DIVAS) dirige l'éducation non-officielle, comme les cours de transition que proposent le Centre de transition et d'orientation (CTO). La plupart des anciens enfants soldats dans les CTO seront inscrits dans ces classes, puisque beaucoup d'entre eux ne peuvent pas intégrer les écoles primaires et secondaires. Cela crée un rôle important pour le programmes de réinsertion de DIVAS qui d'une façon générale a bien répondu et a apporté son support aux besoins des anciens enfants soldats.

## **B. Données géographiques**

L'évaluation rapide s'est concentrée dans trois régions- Kinshasa, la capitale nationale qui se trouve dans la partie ouest du pays contrôlée par le gouvernement; Goma, province du nord Kivu; et Bukavu, province du sud Kivu . Goma et Bukavu se trouvent dans la partie est du pays contrôlée par les rebelles.

### ***La ville et la province de Kinshasa***

Kinshasa est la capitale politique, administrative, et économique de la RDC, avec une population d'à peu près 7 millions en 2001 soit 14,8% de la population. Des groupes ethniques de tout le pays vivent à Kinshasa et il y a des rapports étroits entre les différentes populations. La ville est grande mais l'infrastructure et les entreprises sont énormément concentrés dans le centre ville ce qui crée un état de congestion et de surpeuplement important et sérieux . Suite aux pillages destructifs en 1990-91, et aux guerres qui ont suivi, Kinshasa a encore plus de problèmes sociaux et économiques, tels que l'immense pauvreté, le chômage, le crime, la prostitution et les enfants de la rue. A cause de l'instabilité, les valeurs et le fonctionnement de la société civile s'érodent et les économies non-officielles et illégales dominent depuis une dizaine d'années.

### ***Province du nord Kivu***

Goma est le centre administratif de la province du nord Kivu et de ses six territoires ruraux: Beni, Lubero, Rutshuru, Masisi, Walikale, et Nyiragongo. La province a une population de 3,8 millions, (8% de la population) et une densité de 45 habitants au km<sup>2</sup>- une des plus élevées dans

tout le pays. La croissance de la population est de 3% par an. Il y a huit principaux groupes ethniques dans la province: Nande, Hutu, Hunde, Tutsi, Tembo, Nyanga, Kano et Kumu.

Le secteur agricole emploie 80% de la population et représente 50% de la production économique de la province. La production agricole a baissé après le départ des programmes internationaux d'assistance en 1990. La production a été encore dévastée par la nationalisation, les guerres ethniques de 1993, l'immigration massive des réfugiés Rwandais en 1994 et les guerres de 1996 et 1998. Ces secousses ont ébranlé les modes de production traditionnels devenus insuffisants et ont causé la destruction massive des terres agricoles et la mort du bétail.

L'arrivée des réfugiés Rwandais suite à la guerre civile de 1994, a eu un grave impact sur la stabilité politique et économique de la région. Les réfugiés ayant pris part aux atrocités commises au Rwanda ont créé un climat de terreur poussant des villages entiers à se transformer en milices tribales pour combattre l'agression ou bien à migrer dans des communautés au Rwanda et en Ouganda. Les guerres de 1996 et 1998 ont aggravé cette situation, et la population de réfugiés et de personnes déplacées a augmenté de 500 000 dans la province, avec seulement 300 000 retournant dans leurs communautés d'origine.

### ***Province du sud Kivu***

Bukavu est la capitale du sud Kivu avec trois centres urbains et une population de 450 000. La population est à peu près de 3,5 millions en 2001, soit 7,3% de la population nationale. La densité de la population est de 50 habitants au km<sup>2</sup>, ceci comparé à la moyenne nationale de 1,3 habitants au km<sup>2</sup>. La croissance de la population est de 3,5% par an, et les groupes ethniques principaux sont les Bantou et les Nilotique qui comprennent environ une douzaine de tribus.

L'agriculture, l'élevage, et la pêche constituent la base économique du sud Kivu. L'agriculture de subsistance comprend la culture du manioc, des bananes, des haricots, des cacahuètes, du riz, du maïs, des pommes de terre, du sorgho, des fruits, et des légumes. Les cultures commerciales comprennent le thé, le café, le cinchona, la canne à sucre, et l'huile de palme. La production agricole a baissé énormément pour les mêmes raisons ici qu'au nord Kivu.

L'exploitation industrielle a été développée surtout par le groupe SOMINKI, en plus des petites exploitations minières desquelles sont extraits le coltan et l'or. La migration en provenance du Rwanda et les régions avoisinantes est similaire à celle du nord Kivu, on retrouve les mêmes problèmes et contraintes. En plus, il y a dans la province quinze groupes armés actifs avec des objectifs militaires différents et des intérêts économiques différents.



ultérieur des enfants soldats. En plus, de nouvelles organisations ont été formées pour coordonner et diriger des activités, de même il y a eu des déclarations visibles et publiques des dirigeants politiques. Cependant l'équipe n'a pas trouvé de support évident de la part des dirigeants des autres groupes armés et des milices.

## **Gouvernement**

Le 9 juin 2000, le Président de la RDC a signé un Décret de loi (N. 66<sup>5</sup>) qui constitue le cadre de la démobilisation et de la réinsertion des enfants soldats à travers le pays (voir appendice D).

Cette loi devait être appliquée le jour de la signature et par conséquent a été publiée dans le Journal Officiel du Gouvernement de la RDC. En plus de servir les enfants soldats, ce décret 66 assure la protection sociale des groupes vulnérables comme les invalides, les personnes âgées, les orphelins dans les groupes armés. Les Ministères de Défense et des Droits de l'Homme sont responsables de la mise en application de la loi et ont les responsabilités suivantes:

Le Ministre de la Défense est responsable de la gestion des aspects militaires de cette démobilisation c'est à dire l'identification des groupes vulnérables, les libérer de l'armée et éduquer les militaires concernés dans ce processus.

Le Ministre des Droits de l'Homme est responsable de la coordination des aspects civils du processus de la démobilisation et de la création d'une structure ad hoc nécessaire pour gérer la démobilisation, y compris une Commission générale sur la réinsertion.

### *Programme pour la démobilisation et la réinsertion*

En décembre 1999, le gouvernement a publié un petit livre, *Schéma directeur du processus de démobilisation et réinsertion des enfants soldats en République démocratique du Congo* qui explique un programme détaillé de démobilisation et de réinsertion (voir appendice D). Il décrit brièvement un programme de prise de conscience publique et de diffusion d'information. Il insiste sur le fait d'avoir un programme centré sur l'enfant et administrativement décentralisé et aussi sur la nécessité de réunir les enfants avec leurs familles et assurer les besoins des filles soldats.

Le plan du gouvernement s'applique dans tout le pays, avec la démobilisation progressive d'une province à l'autre. La première étape est d'informer et sensibiliser l'armée, les communautés, et les enfants sur les droits de l'enfant. Une fois démobilisé, l'enfant pourra rentrer chez lui, mais au préalable il aura eu une brève formation éducationnelle et techniques dans un centre de spécialisation professionnelle (CTO) avec ou sans l'utilisation des remise à niveau.

### *BUNADER*

Le Bureau national de démobilisation et de réinsertion (BUNADER) est une unité inter-ministérielle supervisée par le Ministre des Droits de l'Homme et le Ministre de la Défense. Ce bureau a été créé en janvier 2001 pour coordonner la mise en place des programmes de démobilisation et de réinsertion suite à un long processus de soutien et de sensibilisation par les organisations internationales comme l'UNICEF et la Banque Mondiale.

---

<sup>5</sup> Avant le Décret No. 66, le Ministre des Droits de l'Homme, en décembre 1999 a publié un plan assez détaillé sur la démobilisation et la réinsertion de l'enfant soldat (voir un copie du Schéma du Directeur dans appendice D).







membres de la communauté qui enseignent aux enfants les règles et les principes de la vie sociale. Ceux-ci incluent les morales sociales, les valeurs, l'histoire et les traditions, mais aussi les sanctions (les récompenses et les punitions) que la société utilise pour renforcer les modes de comportement.

Psychologiquement, les enfants acceptent les règles et l'information comme une partie de leurs propres identités et consciences en les intériorisant. Au lieu de s'entendre dire que quelque chose est "mauvais", les enfants évitent ce comportement pour ne pas se sentir mal. De ce point de vue là, les "sanctions internes" chez l'enfant deviennent aussi fortes que celles imposées par la société au sens large. L'enfance est la période où ces réponses émotionnelles prennent forme afin de les préparer au futur. Le recrutement dans les forces armées déforme ce processus de socialisation et introduit de nombreux effets négatifs sur le développement psychologique de l'enfant.

### ***La société militaire***

Même si elle est transformée par des conditions particulières en période de guerre, la société civile fonctionne différemment de la société militaire. En général, la société civile est plus complexe, moins rigoureuse et moins disciplinée que la société militaire. La société civile apporte une ouverture d'esprit plus grande comme la tolérance à l'égard des sexes, le souci des uns et des autres et la liberté pour l'individu.

Inversement, la société militaire est plus simple, plus rigoureuse, plus masculine, plus hiérarchique et plus disciplinée que la société civile. La société militaire est plus simple car elle s'attache à moins de domaines, elle propose aux soldats moins d'options et impose des comportements recommandés. La société militaire est plus rigoureuse car son devoir est de préparer les soldats à des activités relatives à la vie ou la mort et en exigeant d'eux des activités souvent défendues par la société civile tel le droit de tuer. La marque caractéristique de la société militaire est le renforcement strict des règles, l'obéissance aux ordres supérieurs et les sanctions sévères et rigides.

Au moment du recrutement, l'enfant adopte le statut d'un soldat (ou stagiaire militaire) remplaçant ainsi le rôle social qu'il avait dans sa vie non-militaire (fils, fille, étudiant, travailleurs etc.). On attend de lui qu'il apprenne les nouvelles règles de cette société et qu'il devienne une nouvelle personne.<sup>6</sup> L'adhésion exige la séparation avec la société extérieure et le nouveau soldat peut être forcé à subir des entraînements ou rituels d'initiation. Dans les guerres brutales, ces rites d'initiation peuvent inclure l'obligation de commettre des atrocités contre leurs communautés, même quelquefois, contre leurs familles pour prouver leur allégeance.

### ***Les effets sur les femmes et les enfants***

La société militaire aggrave l'opposition des sexes. La société civile compte sur l'intégration des hommes et des femmes pour accomplir les tâches essentielles ou élever les enfants, ce qui force

---

<sup>6</sup> Ce changement abrupt (abrupt) est minimisé si l'unité militaire est un milice local où le groupe est familial et le service (intermittent).

les modes civils de compromis et de respect selon les règles sociales qui gèrent l'interaction des individus. La société militaire, par contre, est principalement masculine et n'incorpore pas efficacement les femmes, alors l'opposition des sexes est beaucoup plus prononcée. D'habitude, les femmes mariées restent à la maison pendant que les autres femmes peuvent choisir ou sont forcées de vivre dans les camps pour assurer les tâches domestiques ou se plier aux demandes sexuelles. Ces femmes ne sont souvent pas respectées et sont vulnérables à l'abus. Le viol et les autres formes d'abus sur des filles et des femmes sont de plus en plus acceptés dans la société, et les enfants soldats apprennent à dévaluer ou à exploiter les femmes. Ces attitudes qui durent bien longtemps après le service militaire ont besoin d'être examinées dans le processus de réinsertion sociale. De même tous les abus et le traumatisme subis par ces filles et ces femmes doivent être aussi pris en considération dans la réinsertion.

## **B. La situation des enfants soldats**

Il y a des enfants soldats dans la RDC depuis le début des années 1960. Probablement 50 000 enfants ont servi comme soldats dans les cinq dernières années. Beaucoup d'entre eux sont morts ou blessés; d'autres furent démobilisés et entre 15 et 25 000 servent toujours dans les régions visitées par l'équipe.

### ***Le compte-rendu historique***

Deux armées rebelles ont pris naissance en 1963 (dans les provinces actuelles de Bandundu et Orientale) suite à une période sans précédent d'agitation sociale et politique. L'armée était dirigée par le Général Mulele et plus tard par Ngwenye, et avait le soutien de l'ex-premier Ministre Patrice Lumumba qui avait le support de l'URSS et de la Chine. La rébellion a duré plus de 12 mois (1963-1964).

La campagne fut la première à pratiquer le recrutement à grande échelle des enfants soldats surtout parmi les groupes à risque, comme les enfants qui avaient abandonné l'école, ceux qui s'étaient enfuis et ceux de la rue. La rébellion de Mayi Mayi fut basée sur la croyance folklorique et populaire de l'invincibilité des combattants qui, en buvant de l'eau spirituelle, rendaient leurs corps impénétrables aux coups de feu. Les sentiments d'injustice et d'inégalité alimentaient les enfants qui participaient aux combats. Ainsi, ils attaquaient tous les secteurs de la société comme les enseignants, les employés du gouvernement, les compagnies du secteur privé, et les missionnaires. Le mouvement Mayi Mayi a continué à opérer sporadiquement en coopération avec l'insurrection du mouvement de Kabila en 1996, et les pratiques furent utilisées plus tard pendant la guerre de 1998.

Depuis 1994, les guerres dans les pays avoisinants du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda ont fomenté un conflit ethnique et une guerre à travers tout le pays. Les guerres de 1996 et 1998 ont accentué le nombre de recrutements des enfants soldats. Ces enfants travaillaient dans la surveillance, l'espionnage et les tâches diverses comme chercher de l'eau, remplir les sacs de sable, préparer les repas, cambrioler et être les victimes sexuelles des officiers de l'armée.



16 ou 17 ans. Un porte-parole de la SCF travaillant à Kinshasa a déclaré que d'autres anciens enfants soldats n'avaient pas été identifiés et elle estimait qu'il y avait entre 2 500 et 3 000 enfants soldats démobilisés dans un rayon de 150 kilomètres de Kinshasa.

### **Populations d'enfants soldats dans le sud Kivu**

#### *Forces du RCD dans tout le pays*

En août 2001, le RCD a attesté la présence de 2 650 enfants soldats dans ses forces armées à travers le pays (Appendice C). Le RCD et l'UNICEF négotiaient les points concernant la décision de démobilisation et de réinsertion de ces enfants. Le résultat de ces négociations n'était pas encore précisé au moment de ce rapport.

L'ONU et les ONG à Bukavu ont noté que le RCD voulait recruter 25 000 nouveaux soldats et fixer des quotas minima de recrutement dans chaque région, apportant le nombre à cinq mille nouveaux recrues dans le sud Kivu. Les adultes de cette région fuyaient pour échapper au recrutement; on s'attend donc à ce que beaucoup de nouveaux recrues soient des enfants (une source de l'ONU a observé un groupe de 35 enfants qui attendaient des ordres). En réponse à ces observations, un porte-parole du RCD a expliqué qu'un "malentendu" s'était produit pendant les efforts de recrutement. Il a dit que lors de la visite d'un dirigeant du RCD qui encourageait les personnes à envoyer leurs « jeunes » dans l'armée du RCD, ils ont pu mal comprendre en pensant qu'il s'agissait de leurs enfants.

#### *Mayi Mayi*

Les sources de l'ONU et de l'ONG à Bukavu ont aussi noté que la majorité des soldats dans les forces Mayi Mayi étaient des enfants, en particulier parmi les 6 000 soldats dans la branche Odilo 3 500 étaient des enfants. Des sources de la société civile à Bukavu ont expliqué que la démobilisation des enfants des forces Mayi Mayi est compliquée par le problème que ces enfants sont souvent recrutés dans le RCD après avoir été réunis avec leurs familles.

#### *A travers la province*

La Coalition pour arrêter le recrutement et l'utilisation des enfants soldats ont mentionné des enfants soldats dans le sud Kivu en juillet-août 2001 (Appendice C). Couvrant Bukavu et la plupart de la province (mais pas dans le territoire ouest de Shabunda), ils ont estimé qu'il y a 2 000 à 3 500 enfants soldats. Ils ont noté un recrutement continu des enfants par quelques groupes armés avec des variations considérables d'un endroit à l'autre. Ils ont cité surtout les groupes suivants: le Mayi Mayi (FAP), les Banyamulenge, les armées Rwandaises et Congolaises, et la Milice Populaire de légitime défense.

#### *Les bénéficiaires du projet à Bukavu*

Le programme de démobilisation de la SCF au Bukavu a reçu 494 enfants soldats durant les neuf derniers mois (décembre 2000- août 2001). De ceux-ci, 431 ont été réintégrés, 27 étaient toujours dans le CTO; et 36 s'étaient enfui du centre. Après la réinsertion 21 enfants ont volontairement essayé de se rengager, mais le centre a réussi à convaincre les commandants de les démobiliser encore une fois.



**TABLEAU 3: Population des enfants soldats identifiés**

<b>Région</b>	<b>Estimation</b>	<b>Source</b>
<b><i>Kinshasa et l'Ouest</i></b>		
Douze sites contrôlés par le gouvernement	2,648	<i>Enquête par BICE, UNICEF, et le Ministère de la Défense</i>
Deux camps près de Kinshasa	1,000	<i>Porte-parole de UNICEF</i>
Une base militaire à Kamina	400	<i>Porte-parole de UNICEF</i>
Dans un rayon d'environ 150 km	2,500-3,000	<i>SCF</i>
<b><i>L'Est</i></b>		
Les forces du RCD dans tout le pays	2,650	<i>RCD</i>
<b><i>Sud Kivu</i></b>		
Recrutement du RCD dans le sud Kivu	5,000 recruts potentiels	<i>Sources de l'ONU et l'ONG</i>
Les forces de Mayi Mayi	3,500	<i>Sources de l'ONU et l'ONG</i>
La province du sud Kivu	2,000-3,500	<i>Coalition pour arrêter le recrutement et l'utilisation des enfants soldats</i>
Les bénéficiers du projet en nord Kivu	494	<i>Programme de démobilisation de SCF</i>
<b><i>Nord Kivu</i></b>		
Les trois régions de nord Kivu	9,900	<i>La Collective des ONG chrétiennes pour les droits des enfants</i>
Les bénéficiers du projet à Goma	164	<i>Programme de démobilisation de SCF</i>

Même si ces nombres ne s'excluent pas mutuellement ils donnent un total de 25 000 dans seulement les trois régions concernées (l'Ouest qui est contrôlé par le gouvernement, et le nord Kivu et le sud Kivu). Ceci indique que l'estimation de 10 000 pour tout le pays est trop faible, et un nombre plus exact, tout en étant encore prudent, serait de 15 000 à 25 000 enfants soldats. De toute façon, il y a, sans aucun doute, des milliers d'enfants soldats qui servent toujours dans les groupes armés à travers le pays, et qui auront besoin de toute l'assistance possible s'ils sont démobilisés et quand ils seront démobilisés. Ceci s'ajoute aux flux constants d'enfants qui quittent les groupes armés et qui ont actuellement besoin d'assistance et de soutien pour la réinsertion.

### ***La vie des enfants soldats***

La vie des enfants soldats est rigoureuse et épuisante, et l'impact physique et émotionnel pourrait les affecter plus que chez l'adulte. À part le risque de blessures ou de mort, les enfants soldats sont surtout vulnérables aux épidémies de malaria, de diarrhée et aux maladies transmises sexuellement (STD). Leur mortalité est plus grande que celle des adultes. Les groupes qui combattent n'ont généralement pas accès à l'eau fraîche, et beaucoup meurent de choléra, de maladies endémiques contractées dans les principaux lacs et leurs affluents. En Kisangani, les enfants soldats du bataillon Kadogo ont été décimés par une épidémie de diarrhée en 1997.

La population d'enfants soldats en RDC est hétérogène, donc les rapports généraux sont moins instructifs que ceux qui étudient les populations spécifiques. L'utilisation des enfants dans les conflits armés est très répandue parce que les enfants représentent un grand pourcentage de la population et parce qu'ils possèdent des caractéristiques sociales et psychologiques qui sont attirantes pour les recruteurs. Le Rapport global de 2001 de la Coalition pour arrêter l'utilisation des enfants soldats dit que les enfants sont utilisés dans les forces de combats à cause de « leurs qualités dues au statut d'enfants -ils ne sont pas chers, ils peuvent être sacrifiés et facilement conditionnés à tuer sans crainte et savent obéir sans penser. Quelquefois ils sont sous l'influence de drogue et d'alcool pour accomplir leurs tâches » (Rapport de la Coalition pour arrêter l'utilisation des enfants soldats, mai 2001).

Les expériences sociales et psychologiques des enfants soldats varient. Le service militaire peut être vu comme une période d'idéalisme dans le cas d'une guerre de libération, ou vu comme une période brutale de meurtre et de pillage dans le cas d'une guerre conduite par l'avidité. Dans la plupart des cas, la vie d'un enfant-soldat comprend de longues périodes d'ennui ponctuées par des périodes d'action et d'émotion intenses comme la peur et la colère. L'armée peut être d'un grand support ou au contraire oppressive, et différents soldats acquerront des attitudes différentes dans leurs identités après leur service.



### **Centre de transition d'enfants soldats, Kinshasa**

Ancien enfant soldat de 17 ans.

«J'ai fait mon entraînement à Kinshasa dans la 8<sup>ième</sup> Brigade des Forces Armées du Zaïre. On a été envoyé au front à Kenge. On ne pensait pas combattre; on nous a dit de former une barrière militaire. Quand je suis arrivé là-bas, on nous a dit de nous préparer au combat. On a déplacé des sacs de sable, creusé des fossés et construit des tours de contrôle. Nos forces ont été divisées en deux groupes. Au cours de la deuxième semaine, un groupe a quitté le camp pour chercher du bois. Ils ont tous été

tués par les forces de Kabila, sauf un qui est revenu avec une oreille coupée. La panique a suivi dans le camp.

A part la Kalachnikov (AK-47), j'ai bientôt commencé à porter des armes lourdes comme la Galina- un gros mortier noir. Complètement armés, on a pris nos positions. Quatre jours plus tard, on était sous le feu des mortiers, et la guerre a été déclenchée. Le combat a changé mon état d'esprit. Je me suis endurci et je n'avais plus peur de la mort. Entendre le bruit des armes, on ne savait pas; on a entendu que les Américains se battaient avec des armes plus sophistiquées de l'autre côté. On est retourné à Kinshasa. Beaucoup d'enfants soldats ont été tués des deux côtés. La mort de mes amis m'a attristé et m'a rendu furieux. Mais je n'ai pas pleuré. Si tu pleures, tu deviens faible et tu peux être tué. Je demande aux Etats- Unis et aux pays riches d'aider la démobilisation des enfants soldats de l'armée. Les enfants ont besoin d'aide pour étudier au lieu d'aller à la guerre. Les handicapés de la guerre ont aussi besoin d'aide. Il nous faut la paix maintenant.»

### **Forces gouvernementales**

En général, l'équipe d'évaluation a trouvé que les enfants soldats dans l'ouest savent mieux lire et écrire, ils sont mieux éduqués et plus facilement intégrés dans leurs familles que les enfants soldats de l'est. La variation entre l'est et l'ouest reflète les variations régionales ou simplement les différences entre les régions rurales et urbaines, puisque l'ouest est plus urbanisé avec un taux d'alphabétisation et de scolarisation plus élevés que dans les régions rurales. La différence reflète aussi la qualité des données dans ces endroits, puisque la plupart des données rassemblées sur les enfants soldats dans l'armée gouvernementale sont basées sur des entretiens avec les enfants, alors que les données sur les enfants soldats dans l'est du pays sont basées sur des observations subjectives.

### *Sondage préliminaire du BICE dans l'armée gouvernementale*

Le BICE, l'UNICEF et le Ministère de la Défense ont collaboré pour faire une étude des enfants soldats dans l'armée gouvernementale (appendice C). Au moment de la visite, tous les résultats du sondage sur 2 648 enfants n'étaient pas encore disponibles, alors cette section se basera sur des exemples réalisés lors d'un sondage préliminaire sur 374 enfants soldats. Ce qui a donné les résultats suivants:

**TABLEAU 4: Caractéristiques des enfants dans les forces armées gouvernementales**

L'Age	<ul style="list-style-type: none"><li>• L'âge moyen était de 17 ans dont le plus jeune avait 12 ans.</li></ul>
Le statut d'éducation des enfants soldats	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les enfants plus âgés, plus alphabétisés, avec plus d'éducation secondaire que la population de l'est</li><li>• La moyenne de scolarisation était 6 ans pour l'éducation primaire.</li><li>• L'alphabétisation était de 96%</li><li>• 51% des soldats étaient à l'école quand ils ont décidé de faire le service militaire, 19% étaient au chômage, et 17% travaillaient.</li></ul>
Les raisons pour rejoindre ou rester dans l'armée	<ul style="list-style-type: none"><li>• 46% ont dit s'être enrôlés pour défendre leur pays, pendant que 22% cherchaient seulement de l'emploi.</li><li>• La majorité s'est enrôlée quand la guerre a éclaté en 1998, avec 23% recrutés en 1996 et 52% en 1998.</li><li>• 63% disaient qu'ils voulaient rester dans l'armée</li><li>• 68% ont dit qu'ils n'avaient aucun soutien social autre que l'armée</li></ul>
Demande pour l'éducation	<ul style="list-style-type: none"><li>• 79% reconnaissent qu'ils avaient besoin de davantage de scolarisation et de formation.</li><li>• 57% voulaient plus d'éducation officielle, et 1/5 voulaient une formation professionnelle.</li></ul>
Le statut social et scolaire des parents	<ul style="list-style-type: none"><li>• La moyenne de scolarisation était d'un an d'école secondaire pour les pères et cinq ans d'école primaire pour les mères.</li><li>• 97% des pères étaient alphabétisés et 86% pour les mères.</li><li>• 76% des pères étaient mariés quand leurs enfants se sont engagés dans l'armée et 67% des mères. 40% des enfants ont déclaré que leurs parents étaient séparés.</li><li>• 87% des enfants vivaient avec leurs familles. La taille moyenne d'une famille était de neuf membres.</li></ul>

Source: BICE, UNICEF, Ministère de la Défense 2001 (sondage préliminaire) et sondage des enfants soldats, mars 2001.





### ***Les filles exploitées sexuellement par les soldats***

Les soldats ont violé beaucoup de filles soit à l'intérieur et à l'extérieur des camps. Le plus grand groupe identifié de filles victimes dans cette catégorie était les filles Shabunda et les femmes du sud Kivu (de 9 à 60 ans) qui, dans la forêt, étaient gardées captives et violées répétitivement pendant deux ans. Les estimations du nombre de filles et femmes victimes à Shabunda durant cette période varient entre 400 et 2 000. Le nombre d'enfants victimes n'est pas connu (voir appendice C).

La plupart des victimes ne révèlent pas leurs expériences d'abus et de captivité soit pour des raisons culturelles ou par honte. L'équipe ne pouvait pas préciser exactement le nombre de filles victimes dans la RDC, mais on pense que le nombre est beaucoup plus élevé que celui des enfants soldats (plus que 25 000). Le Réseau pour les enfants en détresse dans les régions rurales dans le sud Kivu (REPAD) a identifié 1 610 filles victimes dans un sondage effectué dans cinq territoires du sud Kivu (sans inclure Shabunda où l'abus était très répandu).

De plus les filles doivent faire face à un risque d'être socialement exclues suite à leur passé pendant la guerre. Dans la société traditionnelle, les femmes sont dépendantes des membres masculins de la famille (les pères, les époux, les frères ou les fils) pour un soutien financier ou autre. Quand ces hommes périssent pendant la guerre, les femmes et les filles doivent alors subvenir à leurs propres besoins. Ces femmes et filles non-protégées sont vulnérables au viol et aux abus sexuels. L'exploitation sexuelle peut mener à leur abandon étant donné les attitudes sociales vis à vis de l'activité sexuelle des femmes. La pauvreté peut aussi influencer la décision des individus ou des parents à obliger leurs filles à se prostituer - surtout dans les régions où il y a beaucoup de soldats dans la population. La plus grande menace qui pèse sur ces filles est la possibilité de contracter le SIDA et d'être séropositive (HIV/AIDS), ce qui est répandu dans les régions occupées par les soldats étrangers.

La guerre en RDC a été un lieu de violences sexuelles extrêmes. Le viol et l'abus par des soldats ont augmenté en magnitude et en brutalité. Exemples de ces comportements brutaux : tirer sur les femmes en visant leurs sexes après les avoir violées, tuer une femme enceinte en découpant son ventre, ou forcer les femmes à avoir des rapports sexuels devant leurs maris ou leurs enfants. Ceux-ci ne sont pas nécessairement des crimes isolés, mais souvent font partis des attaques à grande échelle dans des villages, quartiers, et camps. Les régions rurales sont plus vulnérables comme à Shabunda.

### **D. La situation des autres enfants affectés par la guerre**

En 2001, l'ONU a décidé d'arrêter de faire des estimations sur le nombre total des enfants soldats, préférant les inclure dans une plus grande catégorie appelée Enfants dans des conditions particulièrement difficiles (CEDC). Ceci renforce la position de son Appel 2001 dans lequel la distinction entre la vulnérabilité chronique et celle liée à la guerre en RDC avait presque complètement disparu, étant donné les conséquences horribles des années de guerre. L'ONU a estimé qu'il y avait presque 50 000 CEDC à la fin de 2000. Cette catégorie comprend:



- Travail dans les mines et les carrières
- Servitude domestique
- Prostitution

Le rapport de REPAD en décembre 2000 a communiqué les nombres suivants d'abus de travail d'enfants dans les territoires respectifs du sud Kivu:

<b>Territoire</b>	<b>Nombre</b>
Fizi	239
Idjwi	
Kabare	460
Kalehe	100
Mwenga	235
Shabunda (sans une enquête)	?
Uvira	164
Walungu	493
<b>Total</b>	<b>4,229</b>

Le REPAD a aussi identifié 1 610 filles victimes (exploitées sexuellement par les soldats à l'extérieur et l'intérieur des camps) dans un sondage réalisé dans cinq territoires du sud Kivu, à l'exception de Shabunda où se passaient des viols massifs et à long terme.

L'équipe, par exemple, quand elle était à Bukavu, a été présentée à quatre filles qui venaient d'être admises au CTO le jour avant. Les filles étaient des victimes de servitude domestique et si initialement les familles les hébergeaient, elles devenaient par la suite de véritables esclaves . De même, les filles qui avaient été enfants soldats, ou soumises à des servitudes sexuelles ou ménagères au sein des groupes armés, une fois démobilisées et sans formation elles se prostituaient , seul moyen de survie, pour subvenir à leurs besoins ou à ceux de leurs enfants.





### ***Résolution de conflit et réconciliation***

La protection des enfants soldats démobilisés nécessite l'acceptation par la société. Les communautés ont besoin de reconnaître que ces enfants sont victimes d'une société adulte sur laquelle ils avaient très peu de contrôle. Des actes de violence nécessitent la réconciliation avec les groupes victimes pour assurer que l'animosité ne se manifeste pas ultérieurement dans d'autres actes de violence. La résolution de conflit non-violent nécessite une prise de conscience par la communauté qui doit se rendre compte que le développement social de ces enfants a été retardé et qu'ils ont besoin d'assistance pour qu'ils puissent terminer le processus de l'apprentissage interrompu et de la socialisation.

En même temps, les ex-enfants soldats doivent apprendre à exprimer et à satisfaire leur besoin sans recours à la violence. La société et les autres enfants nécessitent éventuellement d'être protégés des ex-enfants soldats jusqu'à ce que ces derniers apprennent à résoudre les conflits sans faire appel à la violence

### ***La protection de l'enfant***

Le règlement des conditions des ex-soldats et des autres enfants CEDC est nécessaire afin qu'ils ne puissent plus être enrôlés ou être victimes. Les enfants soldats qui ont été démobilisés pourraient rentrer chez eux et ne pas aller à l'école pour alors regagner par la suite les rangs de l'armée ou se retrouver dans d'autres situations dangereuses de travail d'enfants comme dans les mines. Les filles pourraient devenir des cibles faciles et être victimes d'activités sexuelles dans les groupes armés, victimes de la prostitution ou pourraient être embrigadées dans des trafics de prostitution. C'est au niveau de la communauté que des méthodes de suivi pourraient être mises en place pour s'assurer que ces enfants retournent à l'école et soient réintégrés dans leurs communautés et éventuellement pour intervenir s'il sont à risque.

Pour suivre à la trace ces enfants il faudrait développer un système pour rassembler les statistiques concernant la participation des CEDC dans des programmes de réinsertion, de transition (remise à niveau), des programmes scolaires officiels et non officiels. De tels systèmes pourraient inclure des fichiers scolaires qui rendent compte des progrès académique et de la présence des enfants à l'école, des fichiers médicaux qui rendent compte de l'immunisation et de leur handicap. Ceci pourrait aussi inclure des sondages au niveau de la communauté qui, par l'intermédiaire d'étudiants et de réseaux d'ONG locales, identifieraient les enfants qui ont été démobilisés, ceux qui ont été à nouveau enrôlés, les CEDC qui font un travail d'enfant dangereux et d'autres enfants affectés par la guerre qui peuvent être encore prises pour victimes. On devrait mettre en place des programmes pour identifier et cibler les enfants et les jeunes qui ne vont pas à l'école et des programmes spéciaux de développement pour encourager l'équité des sexes et la participation des enfants handicapés.

### ***Assistance psychosociale***

Les besoins des enfants et des adultes qui connaissent des problèmes psychologiques ou sociaux à cause des expériences traumatisantes de la guerre varient d'un cas à un autre. Alors que de nombreux adultes soldats démobilisés peuvent réintégrer et continuer leur vie en tant que civil, d'autres nécessitent une assistance et des conseils particuliers. Les adultes peuvent souvent faire

face au traumatisme en rationalisant, en niant et en évitant. Cependant, les mécanismes chez l'enfant pour faire face à de tels traumatismes sont moins développés. On a demandé à un enfant soldat qui avait quitté l'armée de son plein gré, à Kinshasa «Quelle était la pire des choses au sujet de la guerre? » Il a répondu, «le coté mauvais de la guerre c'était le fait de tuer. On a vu beaucoup de personnes mourir, on a tué beaucoup de personnes. Je regrette tout ça et j'ai de la peine pour les familles de ces jeunes gens. Les adultes envoient les enfants à la guerre; c'est ça le problème.» Ceci montre que même si l'enfant a du remord pour ses actions, il ressent beaucoup d'animosité contre les adultes qui l'ont placé dans cette situation et l'ont forcé à commettre des actions qu'il n'oubliera jamais et qui le tourmenteront le restant de sa vie.

Les enfants victimes de la guerre- enfants soldats, domestiques, travailleurs sexuels\_ utilisés par les groupes armés, ou des enfants victimes qui ont été violé, abusé ou handicapé- ont enduré un traumatisme qui peuvent psychologiquement leur laisser des blessures à vie. Sans tenir compte de l'impact que ces expériences peuvent avoir sur l'enfant, des moments de violence, de dépression ou autre comportement destructif pourraient plus tard se développer. L'assistance et d'autres efforts sont nécessaires pour répondre aux besoins spécifiques des enfants. Une autre forme d'évaluation serait valable et utile pour voir comment l'enfant s'adapte et fait face à son traumatisme.

Les programmes pourraient inclure des activités de loisir qui créent un environnement rassurant et qui permettent à l'enfant d'être simplement « un enfant ». Ceux-ci pourraient inclure des activités d'expression pour faciliter la communication ouverte et les échanges sans peur de représailles et des services d'aide au sein de la communauté qui permettraient à l'enfant de donner en retour quelque chose à sa communauté ce qui ferait parti du processus de guérison. On pourrait aussi inclure des activités structurées et rapides pour les enfants et les jeunes et des activités de service au sein de la communauté puis des activités qui serviraient de ponts pour le passage à un apprentissage plus formalisé tel que l'alphabétisation de base, des notions d'arithmétique, l'apprentissage du « savoir-faire » et la formation professionnelle. Pour d'autres enfants, en plus des ces activités, une assistance plus formelle pourrait être nécessaire pour aider l'enfant à surpasser son traumatisme. En dernier pour assurer un soutien continu pour subvenir aux besoins des enfants et des jeunes on pourrait prévoir dans le curriculum scolaire une formation psychosociale pour les enseignants, mais aussi une formation sur les moyens de guérison par l'intermédiaire de discussions qui pourrait être utilisée aussi par les leaders des jeunes. Un développement systématique et continu d'activités psychosociales permettrait un soutien continu pour subvenir aux besoins des enfants et des jeunes.

### ***Information du "savoir faire" et des aptitudes à acquérir pour se protéger dans la vie***

Même si les enfants soldats et d'autres CEDC ont développé des aptitudes remarquables pour s'en sortir il serait nécessaire de développer une formation de « savoir faire » et des aptitudes à acquérir pour se protéger dans la vie, formation qui pourrait venir de l'extérieur si elle n'est pas, d'une façon adéquate, couverte par le curriculum. Une telle approche impliquerait la diffusion de messages urgents sur la prévention du SIDA et de la séropositivité, la santé, l'environnement, les mines et d'autres messages de prise de conscience. De même pour assurer que l'information soit d'actualité et continue, selon les futurs besoins et les problèmes, les enseignants et les

employés de la communauté ont besoin d'une formation sur l'acquisition du « savoir-faire ». Le curriculum et le matériel scolaires doivent être revus et vérifiés, y compris le contexte, pour s'assurer qu'il n'y ait pas de messages de haine ou des informations erronées. Il est aussi nécessaire de développer et adapter à la culture en RDC des moyens de révision et vérification des sujets scolaires sur la tolérance de paix, la citoyenneté, la santé et l'environnement et d'autres sujets enrichissants qui liés à de simples activités renforceraient les besoins dans ces domaines. On devra incorporer toutes les semaines des activités thématiques sur l'apprentissage du « savoir-faire » en les adaptant à chaque niveau de classe. En plus, tous ces programmes doivent être développés et offerts aux enfants soldats, aux CEDC et aux jeunes qui ne vont pas à l'école sans oublier les autres groupes de la communauté. Ceci impliquera une formation spécialisée et continue des enseignants qui peuvent tester sur place le matériel et les messages tout en s'assurant qu'ils sont adaptés à la culture.

### ***Formation académique, technique et apprentissage non-officiel du « savoir-faire »***

Les enfants soldats et les filles victimes ont souvent manqué au moins trois ans de scolarisation. Les filles victimes ont même eu sûrement moins de formation scolaire. Parmi les enfants soldats et les filles victimes certains pourront immédiatement retourner dans le système scolaire officiel, surtout si, au préalable, ils ont eu accès à une meilleure éducation ou pendant une période plus longue ou s'ils ont passé moins de temps dans l'armées. D'autres enfants auront besoin d'une approche plus déterminée. L'éducation non-officielle, ou des remises à niveau, aident les enfants à retourner dans le système officiel et d'une façon alternative les aident à recevoir une éducation de base. Un constituant important de cette approche est de retarder le besoin immédiat de travailler. En conséquence, pour faciliter la transition dans l'éducation, il est nécessaire de rendre disponible en même temps l'éducation non-officielle comme des classes de langue et d'arithmétique liée à des activités appliquées mais aussi l'éducation officielle.

L'évidence montre que la plupart des enfants soldats reviennent chez eux et beaucoup éventuellement retournent dans les programmes d'éducation. Cependant, de nombreux enfants peuvent trouver que les programmes officiels d'éducation dans lesquels ils avaient participé ne sont plus accessibles - soit les bâtiments ont été détruits, soit il n'y a plus d'enseignants soit ils ne peuvent plus payer les frais scolaires etc. Il est nécessaire de planifier la restauration d'un système unifié d'éducation, par l'intermédiaire de groupes spécialisés, de réunions avec la communauté, le gouvernement et les autorités régionales. Ceci peut être réalisé par l'intermédiaire d'une approche de mobilisation sociale dans laquelle participerait toute la communauté qui pourra établir des stratégies à long-terme pour la réhabilitation de l'infrastructure.

Pour normaliser l'éducation la première étape est l'instauration de classes et de groupes de maternelle et des groupes de jeunes (y compris des groupes d'études de jeunes, si cela est approprié). Initialement, ces programmes pourraient fonctionner comme des activités éducationnelles non-officielles avec une branche spécifique à l'apprentissage du « savoir-faire » pour les jeunes qui ne vont pas à l'école et pour ceux, au sein de la communauté, qui en auraient besoin. Certains groupes d'études de jeunes pourraient se développer en classes d'éducation secondaire. La restauration d'un curriculum standard devient alors l'étape suivante. Plus tard,

dans l'instauration du système général d'éducation, des arrangements peuvent être faits pour certifier le statut des étudiants, pour encourager le travail entre les différentes agences, pour définir les compétences de base par chaque classe, et développer du matériel d'évaluation relatif aux études. Au nord Kivu, il sera nécessaire de considérer le développement d'un curriculum pour les réfugiés qui servira non seulement les besoins de la langue mais aussi les besoins du curriculum de ces étudiants.

Les enfants soldats réinsérés dans la société ont des besoins économiques spéciaux, surtout ceux qui ne peuvent pas suivre une scolarisation normale. Dans ces cas, la formation ou l'apprentissage professionnel peuvent être plus appropriés. Si les enfants ne trouvent pas leurs voies, il y a des chances qu'ils retournent dans l'armée ou dans un contexte social préjudiciable tels que la vie dans les rues, la vie de bandes ou les vols. La stratégie de réinsertion nécessite une approche responsable qui développe les aptitudes et expériences, qu'elles soient académiques ou techniques, avant l'enrôlement dans l'armée.



### **Centre de transition pour les Enfants Soldats, Kinshasa**

Un enfant soldat de 13 ans

«Quand Papa est mort, je suis rentré dans l'armée. J'avais faim, je ne faisais rien à Kinshasa, et je n'avais pas d'argent. J'avais déjà terminé l'école primaire. A neuf ans, j'ai quitté la maison et je suis rentré dans l'armée. Ils ont promis de me payer 100 dollars par mois. L'armée ne nous a jamais payés correctement. J'ai passé un an et demi dans le service. Je portais une arme, mais je n'avais pas peur car mon âme était partie (j'avais perdu l'envie de vivre). La plupart du temps on m'entraînait dans les camps d'entraînement. Eventuellement, j'ai été envoyé en mission. C'est là où je me suis enfui. Mais j'avais peur de rentrer à la maison, alors je me suis caché avec un groupe de 50 anciens enfants soldats. On mangeait des insectes et survivait grâce à notre savoir. On a enterré nos armes et remis nos habits civils que nous avons gardés. On a été attaqué dans notre cachette et avons beaucoup souffert. Alors je suis rentré chez ma mère, et je suis venu à ce projet.»

Il est important que les programmes de réinsertion n'imposent pas des activités ou des curriculum éducationnels qui ne sont pas appropriés. Par exemple, le personnel de l'ONG du nord Kivu, a mentionné que leurs enfants soldats venaient d'un milieu rural, et que les programmes de formation professionnelle (comme mécanicien, électricien, forgeron, charpentier etc.) préparent les enfants pour la vie urbaine et non pour la vie rurale. L'ONG a demandé: "Combien de mécaniciens y a-t-il dans les villages?" Puisque la réinsertion dans la famille est le but général, il est important que les enfants apprennent les compétences qui les aident à retourner et à vivre dans les communautés rurales. L'ONG à Kivu a insisté sur le point que la seule formation appropriée pour la région est l'agriculture.

On doit considérer dans la planification des stratégies d'éducation et de réinsertion les raisons pour lesquelles les enfants ne vont pas à l'école et se retrouvent dans des situations de travail abusives et dangereuses . Il est nécessaire qu'une étude du marché du travail soit faite pour savoir si le programme de formation donnée est représentatif des possibilités d'emplois actuels ou futurs dans les villages ruraux ou les communautés urbaines qui sont le refuge des enfants soldats. De plus, il est nécessaire que le curriculum soit adéquat et valable pour les enfants et leurs parents et que l'environnement d'apprentissage ne soit pas néfaste et que les autres obstacles à leur participation, tels que les frais de scolarités soient éliminés.



















### **Centre de Transition pour les enfant soldats, Kinshasa**

Enfant Soldat démobilisé de 11 ans

Ce garçon est un enfant soldat démobilisé, il a 11 ans. Son père est absent et il vit avec sa mère. A l'âge de 9 ans, il a quitté sa famille, sans rien dire à sa mère, pour rejoindre l'armée. Il a passé six mois dans un camp d'entraînement mais n'a jamais été envoyé au front . La vie dans l'armée était très différente de ce qu'il attendait, alors il est parti et est revenu chez lui. Quand on lui a demandé pourquoi il est rentré dans l'armée, il a répondu, "pour l'argent." Ceci était vrai pour tous

les enfants qui ont été interviewés. Ils ont tous exprimé qu'ils se sont inscrits parce qu'ils étaient pauvres et ont été déçus car ils étaient sous payés.

Il participe maintenant dans un projet dirigé par l'Alliance de secours chrétien pour le développement de l'Enfant (ASCDE) avec le soutien de la Fondation au secours de l'enfant- Royaume- Uni qui est situé dans un quartier pauvre de Kinshasa dans une usine abandonnée. Les enfants élèvent des lapins et s'occupent d'un petit jardin pour générer un revenu. Maintenant j'élève les lapins, grâce à ce projet. Avec l'argent que je gagne, j'étudie l'électricité et je fais quelques petits travaux. Un jour, j'espère être ingénieur électrique. Peut-être que je pourrais aller à l'étranger et devenir un vrai expert.

«Nous n'avons pas préparé la jeunesse d'aujourd'hui. Les ex-soldats ont de l'expérience avec les armes et la violence et les enfants des rues n'ont aucune direction. Toute une génération n'est pas allée à l'école. C'est la bombe à retardement du Congo,» a dit un jeune travailleur à Kinshasa. Tous les enfants devraient aller à l'école mais ils ont aussi besoin de nourriture pour survivre.

L'équipe de ECACL pour une évaluation rapide, a interviewé plusieurs garçons qui étaient sur les premières lignes quand ils avaient entre 14 et 18 ans. Ils ont décrit leur vie de soldat comme une vie difficile. On leur avait promis 100 dollars, mais ont reçu 10 dollars. La vie d'un soldat est très pénible- des officiers durs, de la nourriture mauvaise, et pas de médicaments. Quelques blessures d'éclats d'obus étaient apparentes sur leurs jambes. Les familles ont célébré le retour de leurs enfants. La plupart d'entre eux pensaient que leurs enfants étaient morts.



**Centre de Transition pour les enfants soldats à Paysanat**  
Enfant soldat démobilisé de 18 ans

« J'étais un enfant de la rue. Quand j'ai entendu que (l'ancien) Président Laurent Kabila recrutait, j'ai décidé de rejoindre l'armée. Je n'avais pas de travail et je ne faisais rien. J'avais terminé l'école primaire. A 16 ans, je suis allé dans un camp d'entraînement pour rejoindre la 3<sup>ème</sup> Brigade. Je suis allé au front dans la Province équatoriale à Basankusu. Je suis resté là sept mois pour apprendre à utiliser les armes lourdes- (lance roquettes, mortiers et le 60 PCM) et aussi des armes légères. On ne faisait rien mais le bon côté était que nous avions des amis et de l'argent, le mauvais côté était de tuer. On a vu beaucoup de gens mourir, on a tué beaucoup de personnes. Je regrette tout ça et je suis désolé pour les familles de ses jeunes gens. Les adultes envoient les jeunes à la guerre. C'est ça le problème.

Après la bataille on est retourné à Kinshasa. Je suis venu à Paysanat, j'ai commencé à faire l'élevage de lapins et suivre des cours pour être forgeron pour faire des chaînes, des portes et d'autre meubles. Mon rêve est de commencer ma propre compagnie qui emploiera d'autres enfants pour les empêcher d' aller à la guerre. Je demande aux Etats-Unis et aux autres pays riche d'arrêter la fabrication des armes qui tuent les gens en Afrique. On doit faire la paix au Congo. Les pays riches devraient envoyer leur argent pour que les gens puissent aller à l'école au lieu d'aller à la guerre. Beaucoup d'étrangers viennent et nous prennent en photos, et on se demande si vraiment ils vont faire quelque chose pour nous. On a besoin de quelque chose de pratique comme de l'argent et la possibilité d'aller à l'école. »

Dans le programme de Paysanat, 160 enfants se sont présentés comme des ex-soldats mais il est probable que certains prétendaient être des soldats pour pouvoir bénéficier des services. Le SCF pense aussi qu'il y avait beaucoup d'ex-soldats qui ne se sont pas présentés. Pour la plupart, les enfants soldats ont perdu 2 ou 3 ans d'école et ils avaient entre 16 et 17 ans.

Un groupe d'anciens enfants soldats incluait 30 filles qui ont été inscrites seulement pour des services sexuels. Plus tard, après leur désertion ou leur démobilisation volontaires elles travaillaient comme prostituées. Depuis qu'elles sont entrées dans le programme, elles ont appris de nouvelles techniques pratiques comme faire du pain, jardiner, coudre et coiffer en espérant accéder à une vie plus normale.

Le SCF a des projets de coopération avec le BUNADER dans un programme anticipé gouvernemental de démobilisation et réinsertion. Le SCF pense former les enseignants, et éveiller la conscience des adultes sur les besoins spécifiques des enfants.

## **B. Programme du SCF sur la réinsertion des enfants seuls à Bukavu**

En 1994, le SCF a commencé un projet de réinsertion dans le sud Kivu en collaboration avec l'UNHCR et le Comité international de la Croix Rouge (ICRC) pour les enfants seuls (les enfants sans le soutien social ou financier d'un adulte). Il s'agit principalement des enfants réfugiés et des enfants déplacés d'une région à une autre à cause de la guerre.

Le projet a réuni et réinséré 600 enfants dans leurs maisons ou leurs communautés d'origine. Parmi les enfants concernés, la plupart venait des camps de réfugiés, d'autres vivaient seuls et d'autres venaient des familles d'accueil (qui souvent les traitaient comme des domestiques où ils étaient mal considérés). 400 enfants sont retournés chez eux au Rwanda et le reste a regagné leurs communautés dans la RDC. En 1998 il n'y avait plus de fonds pour cette activité.

En 1999, davantage de régions affectées par la guerre sont devenues accessibles à la communauté internationale et le nombre d'enfants seuls s'est considérablement accru par rapport aux estimations précédentes (de 1994 à 98). En réponse, le SCF a établi une nouvelle activité pour protéger, récupérer et réorienter ces enfants. La nouvelle initiative a utilisé une approche plus orientée vers la communauté en collaboration avec les ONG nationales et locales. Le modèle qu'ils ont utilisé était composé de cinq phases:

### ***Phase I: Préconiser auprès des militaires***

- a) Préconiser les droits des enfants et la démobilisation des enfants soldats.
- b) Préconiser la protection des enfants et cesser le recrutement de nouveaux enfants.

### ***Phase II: Réorienter les enfants dans les centres de transition***

- a) Les centres de transition reçoivent et logent les enfants pendant une période de un à trois mois afin de :
- b) Rechercher la famille de l'enfant.
- c) Fournir les services de santé de base.
- d) Fournir une assistance psychosociale.
- e) Enseigner les connaissances de base pour lire et écrire et d'autres cours de transition.
- f) Fournir une formation technique.

### ***Phase III: Réunir les enfants avec leurs familles***



communication. Une fois dans le centre de transition, les enfants veulent souvent rejoindre leurs familles le plus tôt possible. En plus, l'enfant sait si c'est prudent de rentrer chez lui.

Par conséquent, il a été facile de localiser les familles, 98% des enfants réinsérés ont été réunis avec leurs familles (sauf ceux qui viennent des zones dangereuses). Le travail principal consiste à identifier les problèmes auxquels fera face l'enfant en rentrant dans sa communauté, à sensibiliser et préparer la communauté à l'accueillir et à le protéger. Ce travail est assuré par des structures locales et des réseaux communaux, et peut être accompli dans deux mois.

Pour traiter le traumatisme, le SCF croit que la thérapie la plus efficace pour les victimes de violence est d'organiser et de rétablir un environnement sûr pour assurer la protection de l'enfant et leur redonner confiance. Le soutien de la famille est la façon la plus efficace et plus rapide pour rétablir leur sens de sécurité et d'identité. Souvent, ceci est préférable au soutien qu'ils recevront dans le centre de transition. Donc, le SCF croit qu'on devrait mettre l'accent sur la réinsertion dans la famille au lieu de garder les enfants dans les centres.

#### ***Programme de réinsertion du RCD et du Mayi Mayi***

En 1999, suite à une demande directe du gouverneur du sud Kivu, un programme a été établi pour réinsérer les enfants soldats Mayi Mayi capturés par le RCD. Initialement le groupe de 120 anciens enfants soldats pensait que le centre de transition servirait plutôt les enfants Mayi Mayi, mais bientôt il fut évident que les bénéficiaires principaux étaient les enfants démobilisés du RCD. Ceci est dû au fait que le RCD a envoyé plus d'enfants dans le programme que les forces de Mayi Mayi.

**TABLEAU 5: Les statistiques du centre de transition (28 août 1999 au 30 avril 2001)**

<b>Affiliation des Enfants Soldats</b>	
Forces RCD	302
Forces Mayi Mayi capturées <sup>8</sup>	84
AFDL	16
Mayi Mayi	17
Forces locales de défense	44
Total	463

---

<sup>8</sup> Les autorités RCD d'habitude font référence aux enfants venant des autres groupes armés comme des forces capturées.























mécanismes les plus rentables pour les organisations (1) gouvernementales, (2) non-gouvernementales, et (3) internationales pour qu'elles puissent apporter leur soutien. C'est seulement par l'intermédiaire de cette coopération tripartite que l'on pourra fournir suffisamment de ressources financières, techniques et humaines pour soutenir l'intervention de tous au niveau de la communauté. Les activités suivantes sont désignées comme étant des « blocs » de construction pour ce que nous considérons être un programme efficace. Même si son intégralité va au-delà des limites d'un seul projet pilote, l'ECACL est prêt à offrir son assistance dans un ou plusieurs composants selon les besoins de l'USAID.

La pièce centrale de cette stratégie est de promouvoir la participation des organisations basées sur la communauté (CBO)- les ONG locales établies par les membres de la communauté qui ont intérêt à voir le succès de cette initiative. A partir de ce point une distinction sera faite entre les CBO qui travaillent au niveau local et les ONG qui travaillent au niveau national ou régional d'habitude par l'intermédiaire de sièges centralisés et (ou) de réseaux des CBO.

### ***Recherche et évaluation***

Une recherche pratique est nécessaire pour désigner et réaliser des programmes utiles. Il est important d'identifier les facteurs qui ont le plus d'effet sur la situation des enfants et leur potentiel pour la réinsertion. Des domaines importants d'enquête incluent : la compréhension de savoir où sont situées les populations des enfants soldats, les profils sociaux de leurs caractéristiques, et les possibilités économiques qui existent dans leurs communautés affectées par la guerre. La recherche ne devrait pas seulement documenter l'étendue du problème mais aussi devrait être un outil pour prévoir des solutions actives pour les enfants soldats et les filles victimes.

### **Dresser les cartes**

Il y a un manque d'information sur la situation des enfants soldats dans les régions de l'est. Très peu de recherches existent sur les enfants soldats, et la plupart des données disponibles ne sont pas basées sur des méthodes de statistiques sûres. Etant donné les problèmes de sécurité, de transport et de communication, il est logiquement difficile de mener une étude rigoureuse sur la situation des enfants dans les endroits isolés des provinces de l'est. Pour cette raison, le programme devrait utiliser des techniques de pointe pour dresser les cartes afin de combler le vide des informations dans des buts de planification. Les groupes de communauté et les sources militaires peuvent être les mieux placés pour localiser les bénéficiaires potentiels, puisqu'ils connaissent le niveau de recrutement dans les municipalités spécifiques. Jusqu'à un certain point cette évaluation a contribué à atteindre ce but – dresser les cartes des populations connues des enfants soldats dans les trois régions étudiées- mais il est nécessaire d'en faire plus.

### **Sondage de production et de marché**

Il est nécessaire de faire un sondage économique ou un sondage du marché de la main d'oeuvre pour déterminer la capacité productive de la région de l'est, en prenant en considération les effets de la guerre. Ceci aiderait à planifier un programme de récupération économique dès la cessation des violences. L'étude se concentrerait sur l'agriculture et les petites entreprises des régions. Même si ce sondage dépasse la limite de ce qui est nécessaire pour assister les enfants











d'enfants dans le programme. De plus un tel système que la communauté serait autorisée à utiliser pourrait servir à une planification future et un développement de programmes et de services pour répondre aux besoins des enfants.

### **La réhabilitation de l'infrastructure de la communauté**

Tout le système éducationnel officiel s'est effondré, et essentiellement toutes les écoles (primaires et secondaires) officielles manquent d'équipement et de meubles. L'UNICEF fournit le matériel pédagogique et assure la formation des enseignants dans quelques écoles, mais il y a une centaine d'écoles qui ont besoin d'être réhabilitées. La rénovation et la restauration des bâtiments est une bonne façon de promouvoir la participation active des enfants soldats dans la vie communale et d'améliorer toutes les possibilités éducationnelles dans le village. Les enfants soldats pourraient travailler auprès des membres de la communauté et aider à réparer les bâtiments, les meubles tout en développant les compétences en charpenterie, en plomberie et en électricité. Le programme pourrait utiliser des ressources existantes comme les capacités de construction d'école IRC, les programmes d'alimentation mondiale (PAM) qui distribuent légumes secs et nourriture aux participants, les curriculum des écoles, des églises et le matériel des écoles développées par le gouvernement en collaboration avec l'UNESCO, etc.

Le point central du projet pilote comprendrait la réhabilitation des écoles et des installations médicales déjà existantes pour qu'elles répondent plus efficacement aux besoins des enfants soldats et des filles victimes. Un second objectif serait de construire la capacité de ces institutions pour qu'elles puissent mieux gérer la réinsertion à grande échelle suite à l'établissement d'une paix complète. Le programme d'infrastructure pourrait être mis en place en utilisant la méthodologie de travail-pour-la nourriture, bien que cette approche nécessiterait une coopération avec un plus grand projet de développement.

- *Réhabiliter et équiper des écoles de transition- remise à niveau- qui sont déjà en place.* Ceci impliquerait la construction ou la réparation des bâtiments, l'apport de meubles, d'équipement, de matériel pédagogique, le renouvellement des curriculum, des programmes de formation pour les enseignants, le développement des programmes pour l'assistance psychosociale et l'acquisition des compétences à résoudre des conflits sans recours à la violence.
- *Renforcer les centres de santé qui répondent aux besoins des anciens -enfants soldats et des filles victimes,* comme fournir des meubles et l'équipement, parrainer et soutenir les activités d'apprentissage de la lecture et l'écriture et les activités d'assistance. Il faudrait aussi assurer la formation du personnel, surtout dans les domaines d'assistance psychosociale (comme assistance dans le cas des viols) et de prise de conscience et assistance dans les cas de maladies sexuellement transmissibles (STD) et du SIDA

### **D. Synergie avec d'autres objectifs de l' USAID**

Un programme de démobilisation de l'enfant soldat et de la fille victime devrait être intégré aussi largement que possible, avec d'autres objectifs stratégiques (SO) de l'USAID, avec les résultats intermédiaires (IR), et les programmes financés. La coordination aide à établir la synergie et les

relations de coopération ce dont on a besoin pour une approche viable. Selon les IR pour la RDC comme cela a été présenté au Congrès, cette section montrera comment un programme d'éducation pour les enfants soldats démobilisés, les filles victimes ou les CEDC peut avoir un impact sur l'accomplissement des autres objectifs de l'USAID.

### *La santé*

Six des IR pour la RDC font référence aux problèmes liés à la santé comme le Sida/la séropositivité. Le projet pilote de l'ECACL pourrait traiter un certain nombre de ces problèmes par l'intermédiaire de la composante appelée Education sur l'acquisition du « savoir faire », désignée pour les enfants soldats démobilisés et les autres enfants affectés par la guerre. Leur pouvoir est primordial pour tous les aspects du développement du pays, de l'amélioration des conditions de santé des enfants jusqu'à l'encouragement pour la demande d'éducation. Les projets précédents de l'USAID, surtout ceux qui concernent la survie de l'enfant et la santé maternelle, ont montré que les programmes d'éducation pour les filles aident à réduire la taille de la famille, à augmenter le taux d'immunisation, et à augmenter le revenu potentiel de la mère. Pour cela, les initiatives pour aider les filles victimes améliorent directement le but de l'USAID pour développer la capacité humaine grâce à l'éducation et à la formation.

L'éducation peut indirectement améliorer l'habileté de l'USAID de promouvoir les autres buts principaux à savoir la construction à long terme des démocraties, la stabilisation de la population mondiale, la protection de la santé humaine, la gestion à long-terme de l'environnement, l'effort humanitaire de sauver les vies, la réduction de la souffrance, et le renforcement du potentiel du développement humain. L'éducation donne au peuple une voix et leur permet de faire des choix en toute connaissance de cause, dans tous les aspects de leur vie.

### *Démocratie, information légale, et les droits de l'homme*

La réinsertion des enfants soldats démobilisés et les enfants affectés par la guerre aura directement un impact IR #6 sur la démocratie et l'information légale en augmentant l'alphabétisation des enfants et des jeunes, nouveaux leaders de la RDC, et améliorer la possibilité d'instaurer la démocratie et la paix. Les livres scolaires pour les anciens soldats doivent être appropriés en traitant des sujets comme la démocratie et les gouvernements. Les anciens combattants sont les récipients naturels de la formation sur les droits de l'homme ce qui leur permettra d'appliquer leurs expériences dans le contexte d'une société civile et en paix qui respecte les principes des droits de l'homme.

### *Accès à l'internet*

L'internet prouve être un outil utile pour l'éducation à distance, et devrait faire partie d'une stratégie à long terme de la RDC. Cependant, un certain temps sera nécessaire avant l'instauration des réseaux réguliers de communication, surtout dans les régions de l'est. En créant des opportunités qui vont de la technologie la plus avancée à la technologie de base L'ECAC essaiera de faire la transition en mettant en place la technologie à base numérique. Une approche pourrait être la liaison entre les instructeurs et les enseignants par l'intermédiaire du courrier électronique en se servant des téléphones portables pour qu'ils puissent partager des idées et les leçons apprises. Une autre option possible serait d'avoir des ordinateurs au niveau provincial où les textes et les autres matériels scolaires pourraient être déchargés. Ensuite, en

utilisant des Ronéo qui fonctionne à la main, les copies pourraient être imprimées et distribuées aux enseignants et aux conseillers. Ces options pourraient faciliter les liens de communication entre les centres urbains et les communautés rurales.

### *L'environnement*

Le programme peut travailler avec le cadre de IR #10 (accès à l'éducation et l'information environnementales) et le IR #11 (renforcer les ONG environnementales). L'USAID-Congo croit que la meilleure façon de traiter les problèmes de l'environnement est de renforcer la circonscription pour la protection et la conservation de l'environnement dans la RDC. L'activité pilote de ECACL soutiendra le programme de la commercialisation sociale et de la mobilisation de la communauté, ce qui est nécessaire pour atteindre ce but. La formation pour l'acquisition des compétences comprendra une éducation sur la santé environnementale, et une instruction sur l'agriculture en relation avec la conservation des sols, de la qualité de l'eau et de l'air.

### *Crédit Rural*

IR #12 (coopératives rurales des crédits qui ont accès aux institutions financières viables dans les régions ciblées) a des implication directes pour l'éducation technique, et fournit une possibilité de travail sur le développement des programmes d'apprentissage, des projections de travail et un développement agricole viable. Les apprentissages sont surtout appropriés pour les jeunes comme les anciens enfants soldats et les enfants affectés par la guerre, puisque les possibilités d'éducation officielle ne sont pas appropriées pour eux. Aussi, beaucoup de jeunes anciens combattants viennent d'un milieu rural et veulent peut-être y retourner faire leur vie. En combinant l'éducation de base et des cours ou formation non-officiels, à court-terme avec les activités de développement économique, on pourra préparer les anciens enfants soldats à retourner dans les régions rurales et à apprendre comment avoir accès au crédit. L'approche ECACL va donc contribuer à l'éducation de base et éviter le piège de la migration urbaine.

L'équipe d'activité BEPS ECACL est prête à travailler avec la mission USAID- RD Congo pour commencer les initiatives et les activités qui répondront au problème grave des enfants soldats, des filles victimes, des CEDC et d'autres enfants qui travaillent dans les situations de travail abusives.



## **IX. REFERENCES**

- Agborsangaya, Ozong and Marylee Rambaud, Aout 2000, Policy Dialogue to Advance the Process of Child Soldier Demobilization in the Democratic Republic of Congo. Rapport Final. Creative Associates International, Inc., Washington, DC.
- Banque Mondiale. 1998. Post-Conflict Reconstruction: The Role of the World Bank. Washington, DC: World Bank. 69 pages.
- Banque Mondial. 1998. The World Bank's Experience with Post-Conflict Reconstruction. Washington, DC: World Bank. 96 pages.
- Banque Mondial. 1996. Case Studies in War-to-Peace Transition: The Demobilization and Reintegration of Ex-Combatants in Ethiopia, Namibia, and Uganda. Washington, DC: World Bank. 348 pages.
- Banque Mondial et le Centre Carter. 1997. From Civil War to Civil Society: The Transition from War to Peace in Guatemala and Liberia. 24 page
- Banque Mondial and l'Organisation International du Travail (ILO). Août 2001. Etudes sur la démobilisation et la réinsertion socio-économique des groupes vulnérables dans la forces armées. Kinshasa. 95 pages.
- Brown, Vincent, Guy Jacquier, Denis Coulombier, Serge Balandine, Francois Belanger, and Dominique Legros. 2001. Rapid Assessment of Population Size by Area Sampling in Disaster Situations. *Désastres* 25: 2: 164-171.
- Coalition pour arreter l'usage des enfants soldats, 2001. 2001 Global Report. Coalition to Stop the Use of Child Soldiers, [www.childsoldiers.org](http://www.childsoldiers.org).
- Comité international du secours. 2001. Application for the Management of a Survivors of Torture and Sexual and Gender-Based Violence Umbrella Grant Project for Eastern DRC, Bukavu: International Rescue Committee, 10 pages.
- Dykstra, Anne H. 2001. Needs Assessment: Education for Women and Girls: Democratic Republic of Congo, Mai 9 – mai 24, 2001. USAID: Washington, DC
- Le Gouvernement de la Republique Democratique du Congo 2000. Decree of Law No. 066 concerning the Demobilization and Reintegration of Vulnerable Groups, Particularly Child Soldiers. Kinshasa: Journal Officiel du GDRC. 6 pages.
- Honwana, Alcinda. 2001. Children of War: Understanding War and War Cleansing in Mozambique and Angola. In *Civilians in War*, Boulder, Colorado: Publication de Lynne Rienner. pp. 123-142.

- Human Rights Watch. 1999. Democratic Republic of Congo: Casualties of War: Civilians, Rule of Law, and Democratic Freedoms. Human Rights Report Washington DC: Human Rights Watch 11:1 31 pages.
- ILO. 2001. Good Practices in Action Against Child Labour: A Synthesis Report of Seven Country Studies 1997-98, Geneva: ILO.
- ILO and UNICEF. 2000. Investigating Child Labour: Guidelines for Rapid Assessment: A Field Manual. Draft to be revised following field tests. New York: UNICEF 143 pages.
- InterAction. Janvier 2001. A Guide to Humanitarian and Development Efforts of InterAction Member Agencies in DR-Congo. Washington, DC: InterAction. 15 pages.
- Kabanga, Theo, Guy Kalasi, Vincent Makolu, Lievin Mulamba, Marie Mosi, and Salem Mongoho. 2000. Alternative and Evaluative Report of Non-Governmental Organizations about the Implementation of the Convention on the Rights of the Child by the Democratic Republic of Congo. Kinshasa: NGO Working Group on the Rights of the Child. 27 pages.
- Ministère de Défense, UNICEF, et BICE. Mars 2001. Rapport de la mission sur le sondage préliminaire concernant le profil psychosocial de l'enfant soldat. Kinshasa: UNICEF 7 pages.
- Ministère des Droits de l'Homme, Ministère de la Défense, UNICEF, et BICE. Avril 2001. Results of the Pre-Survey on the Psychosocial Profile of the Child Soldier. 21 pages.
- Nations Unies- OCHA. 2001, Chronicles of a Humanitarian Crisis, Year 2000, Democratic Republic of the Congo, 35 pages.
- Nations Unies, Consolidated Inter-Agency Appeal for the Democratic Republic of the Congo, January-December 2000, novembre 1999, 82 pages.
- Nations Unies, Consolidated Inter-Agency Appeal for the Democratic Republic of the Congo, janvier-decembre 2001, novembre 2000, 90 pages.
- Oxfam. 2000. A Forgotten War – A Forgotten Urgence: La République Démocratique du Congo. Kinshasa: Oxfam 6 pages.
- Oxfam GB. 2001. Under Fire: The Human Cost of Small Arms in Northeast Democratic Republic of Congo: A Case Study. Kinshasa: Oxfam GB. 41 pages.
- Oxfam GB. 2001. No End In Sight: The Human Tragedy of The Conflict in the Democratic Republic of Congo. Oxfam Great Britain.
- Roberts, Les. 2001. Mortality in Eastern Democratic Republic of Congo: Results from Eleven Mortality Surveys. Kinshasa: Unité Médicale du Comité international du secours (IRC).

Secours aux enfants. 2000 Country Report: Democratic Republic of Congo (DRC). Save the Children 11 pages.

United Nations Security Council. 2000. Children and Armed Conflict. Report of the Secretary-General. General Assembly, Fifty-Fifth Session. A/55/163-S/2000/712.

USAID. July 2001. Aftermath: Women and Women's Organizations in Post-conflict Societies: The Role of International Assistance. Le rapport d'évaluation de Programme et Operation de USAID No. 28. Washington, DC: USAID.

U. S. Department of State. 2000. Republic of Congo. In 1999 Country Reports on Human Rights Practices. Washington, DC: Department of State. 19 pages.



## **LES AUTEURS**

### **Art Hansen**

Le dirigeant de l'équipe, Dr. Art Hansen, a un doctorat en anthropologie et a plus de 30 ans d'expérience dans l'aide internationale. Il est spécialisé dans les déplacements des populations, dans la reconstruction après la guerre et dans la gestion des ressources naturelles. Il a tenu plusieurs positions universitaires et fut consultant en Afrique du sud, en Libéria, en Angola, en Erythrée, au Pakistan, au Malawi et en Botswana, il a travaillé pour plusieurs organisations internationales comme la Banque Mondiale et l'institut de recherche pour le développement social avec l'organisations des Nations Unies. Il est actuellement chef de département et professeur au département des affaires et pour le développement international à l'université Clark, à Atlanta, Georgia.

### **Francine Ahouanmenou-Agueh**

Francine Ahouanmenou-Agueh a une maîtrise de sciences dans la technologie de la gestion qu'elle a obtenue à l'université américaine de Washington D.C. Elle est spécialiste en éducation et travaille depuis plus de 15 ans pour divers projets liés au développement de l'éducation et au développement des systèmes de gestion d'information. Ceux-ci incluent: les programmes de développement d'éducation, l'équité des sexes et des régions, le développement des ressources humaines, la programmation et les applications informatiques.

### **André Lokisso Lu'Epotu**

André Lokisso Lu'Epotu est spécialiste de développement avec plus de 23 ans d'expérience travaillant avec UNESCO. Ses expériences comprennent la gestion des programmes d'éducation dans des situations de crise, le développement de matériels pour la formation des enseignants, le développement des curriculum, et la gestion de programmes opérationnels. Il a occupé des postes importants dans le gouvernement congolais et a participé, en collaboration, à de nombreuses publications. Il a une maîtrise dans le développement.

### **Kevin Elkins**

Kevin Elkins est spécialiste du travail des enfants et du développement des communautés, il est licencié de l'université américaine du Caire dans le développement international. Il a huit ans d'expérience vivant et travaillant en Egypte et a aussi travaillé avec de nombreuses organisations internationales comme l'UNICEF, Chemonics, ACDI/VOCA et a travaillé en Egypte, Tanzanie, Pologne et Ukraine. Il travaille actuellement à Creative Associates comme associé des programmes pour BEPS, Education pour combattre l'abus du travail des enfants dans le BEPS.

### **L. Diane Mull**

L. Diane Mull, le (ECACL dirigeante et coordinatrice des activités), a 12 ans d'expérience dans le domaine du travail des enfants et a 24 ans d'expérience dans l'agriculture, le travail, la gestion d'organisation, l'éducation, l'emploi et la formation, les forces du travail et le développement des communautés. Elle a servi dans de nombreux comités techniques et conseiller politique, a témoigné et présenté au Congrès des Etats-Unis, ILO et la commission d'Helsinki les problèmes

liés au travail des enfants, à la migration des travailleurs et bien d'autres. Elle a été directrice d'une association nationale de plusieurs ONG et CBO qui traitaient des services sur l'emploi, l'éducation et d'autres services aux populations minoritaires. Elle a des diplômes en anglais et en éducation.

### **CREATIVE ASSOCIATES INTERNATIONAL, INC.**

**CREATIVE ASSOCIATES INTERNATIONAL** est une firme privée qui offre des services professionnels dont le siège est à Washington D.C. Depuis sa création en 1997, CAII a aidé des gouvernements, des communautés, des organisations non-gouvernementales, et des compagnies privées à travers le monde pour mener et gérer les changements. Nous réalisons nos projets par l'intermédiaire de nos trois divisions: les Communautés en transition; l'éducation, la mobilisation et la communication; et l'analyse et gestion d'information. BEPS est un contrat dans la division de l'éducation, la mobilisation et la communication. Pour plus d'informations sur CAII, visitez notre site [www.caii.net](http://www.caii.net). Pour plus d'informations sur le projet BEPS, visitez le site [www.beps.net](http://www.beps.net).